

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

L'impérialisme américain déclare la guerre économique

n° 30 juillet - août 2018 1 euro

Trump déclenche la guerre économique et menace l'Iran

De 1944 à 2016, l'État américain s'est efforcé d'administrer le capitalisme mondial

La bourgeoisie américaine a pris la suprématie avec la première guerre mondiale.

> *Les forces productives créées par le capitalisme ne pouvaient plus tenir dans le cadre des forces sociales du capitalisme, y compris dans le cadre de celles de l'État national. De là, la guerre. Quel a été le résultat pour l'Europe ? Une aggravation considérable de la situation... L'Amérique est maintenant la force essentielle du monde capitaliste.* (Trotsky, *Europe et Amérique*, 28 juillet 1924)

Entre la signature du Traité de Versailles (1919) et l'offensive japonaise à Pearl Harbour (1941), la représentation politique de la bourgeoisie américaine, tout en étendant et renforçant sa zone d'influence, a refusé d'assumer l'ordre mondial.

Par contre, à partir de la fin de la seconde guerre mondiale, les États-Unis ont impulsé des traités économiques multilatéraux (Bretton Woods, AGETAC-GATT...) et bâti des institutions à vocation mondiale (ONU, FMI, BIRD-BM, OMC...). N'ayant pas grand-chose à craindre alors de la concurrence, l'État américain poussait à la baisse des obstacles aux échanges et aux investissements transfrontaliers. Il l'a négociée dans un cadre mondial (AGETAC-OMC). Dans ce cadre, il a prôné l'égalité de traitement pour tous les pays capitalistes (« la clause de la nation la plus favorisée »).

L'État américain administrait le monde sans négliger ses propres intérêts. Cependant, il prenait ainsi des risques. Avec l'offensive contre l'URSS (« guerre froide ») et la révolution chinoise (guerre de Corée), il a complété ce dispositif économique par des alliances régionales militaires (OTAN en 1949, OTASE en 1954...). La supériorité militaire écrasante des États-Unis en matière nucléaire, conventionnelle et de renseignement n'a pas empêché la conquête de l'Est de l'Europe par l'armée de l'URSS, la défaite à Cuba et au Vietnam, des échecs humiliants en Afghanistan et en Irak.

À la fin des années 1970, une partie importante du monde échappait au capitalisme : URSS et Europe de l'est, Chine, Vietnam, Laos, Cuba. Mais l'économie collectivisée était partout fragilisée par l'usurpation du pouvoir par une caste parasitaire et privilégiée. Le capitalisme mondial exerçait une pression économique, idéologique, militaire sur ces États ouvriers dégénérés. L'État américain menait consciemment l'offensive contre tout risque révolutionnaire et pour le rétablissement du capitalisme, en misant sur le fractionnement national de la bureaucratie stalinienne (rupture entre URSS et Yougoslavie, rupture entre Chine et URSS, tensions entre Chine et Vietnam...).

L'économie américaine reste le premier producteur du monde avec un PIB de 19 300 milliards de dollars en 2017 (devant la Chine : 11 900 milliards). Les États-Unis sont le premier extracteur de pétrole et de gaz naturel du monde et le premier exportateur agricole. En matière industrielle, les groupes américains figurent dans de nombreux oligopoles internationaux : raffinage, automobile, aéronautique, armement, électronique, alimentation, pharmacie, produits d'hygiène, articles de sport... Ils sont prépondérants dans la finance et, ensemble, leurs bourses de produits financiers et de matières premières (NYSE, NASDAQ, AMEX...) l'emportent largement sur la place de Londres. Le dollar occupe de loin la première place devant l'euro dans les échanges de devises (et les produits dérivés des devises).

La recherche et l'enseignement supérieur attirent des chercheurs et des étudiants du monde entier. Il en résulte que les États-Unis l'emportent toujours pour les dépôts de brevets. La culture étasunienne influence le monde entier. L'anglais, bien que moins parlé que le chinois, est la langue des échanges internationaux, d'autant qu'il était déjà celui de la puissance hégémonique lors du capitalisme ascendant au XIXe siècle.

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du **Groupe marxiste internationaliste**
section française du Collectif révolution permanente
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : **Étienne Valyi**

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 5 numéros
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour contact ou abonnement : écrire à

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, turc, etc. : **revolucionpermanente.com**
Site du GKK / Autriche : **klassenkampf.net**
Site du GMI / France : **groupemarxiste.info**
Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier 2015 ainsi que Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

> *Si un pays peut brutaliser le monde, c'est bien les États-Unis. Sa puissance militaire, diplomatique, scientifique, culturelle et son pouvoir économique sont inégalés.* (*The Economist*, 9 juin 2018)

La suprématie américaine est de plus en plus battue en brèche, non seulement par la montée en puissance de l'impérialisme chinois, mais aussi par les velléités de tous les autres impérialismes qui se glissent dans chaque interstice laissé vacant par l'impérialisme américain. Cette érosion ne peut durer sans conséquences autrement plus graves pour la bourgeoisie américaine.

L'affaiblissement de la domination américaine

À cause des victoires de l'armée de l'URSS contre l'impérialisme allemand, de la révolution chinoise et de ses risques d'extension en Asie, de la révolution en Yougoslavie et en Albanie, de la montée révolutionnaire en Europe à partir de 1943 (Italie, France…), les gouvernements américains démocrates ou républicains ont ménagé les rivaux impérialistes (Grande-Bretagne, France, Pays-Bas…), voire les ont reconstruits (Japon, Allemagne, Italie…). La guerre du Vietnam a facilité l'émergence de nouveaux capitalismes (Brésil, Corée du Sud…). Comme tout capitalisme émergent, leurs bourgeoisies se sont au début protégées par des mesures protectionnistes.

Alors que l'impérialisme hégémonique avait supporté l'essentiel du fardeau du militarisme, le rétablissement du capitalisme en Europe de l'Est et en Russie à partir de 1989 a bénéficié d'abord aux puissances impérialistes concurrentes d'Europe de l'ouest, en particulier l'Allemagne. Les nouvelles bourgeoisies russe et chinoise se sont appuyées sur la taille de leur territoire ainsi que sur l'héritage culturel et industriel des anciennes économies planifiées pour résister aux anciennes puissances impérialistes et pour se constituer en puissances impérialistes.

Depuis les années 1970, les États-Unis importent plus de richesses qu'ils n'en exportent. En 2017, le déficit de la balance des échanges de biens et services s'est creusé de plus de 12 % pour atteindre 566 milliards de dollars, et même 796 milliards si on se limite aux biens (la différence étant l'excédent de la balance des services). Même la reprise mondiale ne fait qu'accentuer la perte de compétitivité de l'économie américaine. L'excédent commercial de la Chine avec les États-Unis augmente de 10 % en 2017 pour un montant évalué par la Maison blanche à plus de 375 milliards de dollars (montant que les autorités chinoises contestent en le minorant de 100 milliards). Au premier trimestre 2018, cet excédent s'élève encore de près de 20 % par rapport au premier trimestre 2017 !

Et ce n'est pas du côté de l'Europe que la bourgeoisie américaine pourra se consoler, avec un déficit commercial récurrent et en hausse constante depuis plusieurs années, notamment avec l'Allemagne, ce qui a fait dire à Trump à Davos que « *l'Union européenne est injuste avec les États-Unis* » (28 janvier 2018). Il l'accuse de maintenir des taxes frappant les exportations américaines plus élevées que celles appliquées aux États-Unis à l'encontre des produits européens. Les États-Unis sont en réalité commercialement déficitaires presqu'avec la Terre entière, du Canada au Japon, de l'Allemagne à la Corée du Sud, etc.

La fuite en avant dans le protectionnisme

Jusqu'à récemment, le gouvernement américain prétextait des vertus du libre-échange pour se faire ouvrir les marchés étrangers. La protection par l'État des entreprises locales ne s'est jamais bornée aux tarifs douaniers, elle peut recourir aux « barrières non-tarifaires » : mesures administratives et normes, marchés publics réservés, subventions, réduction de la taxation des entreprises, manipulation du taux de change, brevets et autres « propriétés intellectuelles », restrictions à l'investissement étranger…

> *Le message à Pékin est clair : deux fois cette semaine, le gouvernement allemand a empêché les investisseurs chinois de prendre le contrôle d'entreprises allemandes. La banque publique allemande KfW acquiert une participation de 20 % dans l'opérateur de réseau 50Hertz afin d'empêcher l'entrée de la société d'État chinoise SGCC dans son capital. Et la reprise du constructeur de machines-outils westphalien Leifeld Metal Spinning par des investisseurs chinois est interdite.* (*Deutschlandfunk,* 27 juillet 2018)

À cause de la guerre du Vietnam et de l'affaiblissement du dollar, Nixon a amorcé l'abandon par les États-Unis de leurs responsabilités mondiales avec la destruction du système monétaire international mis en place lors des accords de Bretton Woods. En 1971, il décrète unilatéralement l'inconvertibilité du dollar en or.

Les échanges Chine - États-Unis

Commerce de marchandises

En milliards de dollars

Exportations chinoises aux États-Unis
Exportations américaines en Chine

321 · 463 · 506
63 · 116 · 130

2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017

Source : US Census Bureau

Trump va beaucoup plus loin dans ce renoncement.

> *Quand un pays [les États-Unis] perd des milliards de dollars en commerçant, potentiellement avec tous les pays avec lesquels il fait des affaires, les guerres commerciales sont bonnes et faciles à gagner. Par exemple, quand on a un déficit de 100 milliards de dollars avec un pays et qu'il fait le malin, on arrête de faire des affaires et on gagne gros. C'est facile.* (Trump, 2 mars 2018)

Perdre sa position, voilà la hantise de la bourgeoisie américaine qui la pousse à accepter bon an mal an Trump, élu avec moins de voix que sa rivale, comme démiurge, malgré toute l'horreur que ses mauvaises manières inspirent à ses élites.

> *Le maintien d'une classe dominante se révèle chaque jour davantage un obstacle au développement des forces productives industrielles, ainsi qu'à celui de la science, de l'art et en particulier des formes affinées de la vie sociale. Il n'y a jamais eu d'hommes plus grossiers que nos modernes bourgeois.* (Engels, *La Question du logement,* 1872)

À contrepied de la doctrine officielle de ses prédécesseurs démocrates ou républicains, le président des États-Unis rejette les négociations et les accords multilatéraux, augmente unilatéralement les droits de douane, revient sur les engagements des États-Unis. Comme l'expliquait Hegel, le contingent réalise le nécessaire. Avec son style de cowboy et ses solutions à l'emporte-pièce, Trump exprime l'impérieuse nécessité pour la bourgeoisie américaine de se sortir d'une situation qui la mine chaque jour un peu plus, de conserver une base industrielle. Et en même temps, il dévoile son impasse, sauf à marcher à la guerre, économique sans aucun doute, militaire à terme.

Le 31 mai, Trump confirme l'application de 25 % de taxes sur l'acier et 10 % sur l'aluminium européen, ce qui touchera essentiellement l'Allemagne et l'Italie, pourtant de vieux alliés des États-Unis. Sont également concernés d'autres alliés, le Canada et le Mexique, tandis que l'Argentine, le Brésil et l'Australie qui ont accepté de réduire leur production y échappent. Quant à l'acier chinois, c'est dès le mois de mars que ces taxes lui sont appliquées. La Chine est la principale productrice mondiale d'acier et connaît même une crise de surproduction. En partie évincée du marché américain, la Chine cherchera nécessairement à écouler ailleurs sa production, d'où les craintes des groupes sidérurgistes implantés en Europe. Mais il n'y pas que l'acier qui est dans le viseur américain.

> *Nous imposerons des droits de douane sur 50 milliards* [de produits chinois]*, puis sur 100 milliards. Vous savez, à un certain point, ils manqueront de munitions.* (Trump, 12 avril 2018)

Les États-Unis annoncent le 15 juin la taxation d'une liste de 1 102 produits d'origine chinoise devant s'appliquer à partir du 6 juillet, la Chine ripostant par des mesures similaires à l'encontre de 659 produits américains. L'escalade est engagée puisque Trump menace désormais de taxer à 10 % quelque 200 milliards supplémentaires d'importations chinoises, Xi dénonçant le chantage américain et promettant des représailles.

Évidemment, les autres impérialismes, petits et grands, crient à la trahison des règles du commerce, annoncent des mesures de rétorsion en taxant à même hauteur les produits américains et veulent saisir l'Organisation mondiale du commerce pour faire condamner ces pratiques. Problème : les États-Unis vouent désormais l'OMC aux gémonies, l'accusant de couvrir le dumping de ses concurrents, et bloque la nomination des juges de l'OMC statuant sur l'appel, le rendant ainsi impuissant… Trudeau considère qu'il s'agit « *d'un affront pour le partenariat de sécurité existant de longue date entre le Canada et les États-Unis »,* le président Macron, parait-il, téléphone à Trump pour lui dire que sa décision est « *une erreur et qu'elle est illégale* », tandis que la chancelière Merkel dénonce « *une escalade qui nuira à tout le monde »,* ce d'autant que les exportations allemandes d'automobiles sont également désormais menacées d'être taxées par Trump. Au G7 du 3 juin 2017, tous ont condamné les États-Unis.

> *Si les États-Unis introduisent des sanctions commerciales, y compris en relevant leurs droits de douane, alors tous les fruits des négociations commerciales et économiques deviendront sans effet.* (*Chine nouvelle,* 3 juin 2018)

Lors du G7 des 8 et 9 juin 2018, Trump refuse au bout du compte de signer le communiqué commun laborieusement négocié. Il précise même ses menaces à l'encontre des excédents commerciaux canadien et allemand. Les autres États restent divisés par leurs intérêts propres selon qu'ils estiment avoir plus à perdre ou à gagner à s'engager dans un bras de fer avec les États-Unis. Les bourgeoisies européennes ne



décident que de légères mesures de rétorsion, emmenées par l'Allemagne qui est en première ligne des échanges avec les États-Unis. Cette réponse mesurée ne calme pourtant pas l'agressivité des États-Unis puisque Trump menace aussitôt de taxer à 20 %, contre 2,5 % aujourd'hui, toutes les importations de voitures européennes, c'est-à-dire essentiellement l'industrie allemande !

> *Le pouvoir politique peut causer un grand dommage au développement économique et produire un gaspillage massif.* (Engels, *Lettre à Conrad Schmidt,* 27 octobre 1890)

La guerre commerciale est inséparable du militarisme et constitue le prélude de la guerre tout court.

Les États-Unis négocient unilatéralement avec la Corée du Nord et rompent l'accord multilatéral avec l'Iran

Un autre front, plus directement militaire, a pour cadre la rivalité des États-Unis avec la Chine : la Corée du Nord. Soufflant le chaud et le froid, Trump obtient que la clique stalinienne de Pyongyang gèle ses projets nucléaires. Un sommet entre le dictateur nord-coréen et le président américain se tient le 12 juin à Singapour. Cette initiative a pour but de faire restaurer totalement le capitalisme en Corée du Nord et donc d'unifier le pays sous son influence. Ainsi, Trump espère faire pression sur la Chine. Au passage, il piétine ses partenaires traditionnels qui ne sont pas associés aux négociations.

> *Un compromis de ce type est le cauchemar des alliés les plus proches de la région, la Corée du Sud et le Japon.* (*The Economist*, 9 juin 2018)

L'impérialisme américain tente de retrouver un rôle prépondérant au Proche-Orient où il a perdu du terrain. Le 8 mai, Trump annonce le retrait de l'accord conclu en 2015 avec l'Iran et d'autres puissances impérialistes (dont la Russie et la Chine) instituant l'arrêt du programme nucléaire contre une levée progressive des sanctions économiques.

Par conséquent, Trump tente de rallier la Turquie et mise plus que jamais sur Israël et l'Arabie saoudite. Le 6 décembre 2017, il annonce le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, donnant ainsi son plein appui à la poursuite de la colonisation sioniste. Depuis le 30 mars, Netanyahou fait estropier et massacrer des centaines de Palestiniens désarmés à la frontière de la bande de Gaza. Dans la nuit du 9 au 10 mai, 28 avions de l'armée israélienne attaquent des positions iraniennes en Syrie. Le régime islamiste turc peut réprimer à grande échelle. L'armée turque reçoit l'autorisation américaine pour intervenir contre les Kurdes en Syrie et en Irak. Le tyran sanguinaire Assad reçoit l'autorisation de réduire les derniers bastions de ses opposants en Syrie.

Le chef de la diplomatie américaine Pompeo a menacé l'Iran « *des sanctions les plus fortes de l'Histoire* », indiquant que « *l'Iran n'aurait plus jamais carte blanche pour dominer le Moyen-Orient* » et qu'il s'apprêtait à « *traquer les agents iraniens et leurs supplétifs du Hezbollah à travers le monde pour les écraser ».* Pareilles menaces sont calculées pour pousser le régime clérical iranien, qui ne peut capituler sans disparaître, à la fuite en avant et justifier d'autant mieux l'intervention militaire. L'aile la plus conservatrice du régime mise sur le sentiment national et antiimpérialiste. L'État réduit les infimes espaces de liberté conquis par la classe ouvrière et la jeunesse.

Non contents de menacer l'Iran, les États-Unis ont sans aucune ambigüité averti les autres pays signataires de l'accord avec l'Iran, la Russie, la Chine, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne que leurs entreprises s'exposeraient à de lourdes poursuites et sanctions financières si elles maintenaient des relations commerciales et financières avec l'Iran.

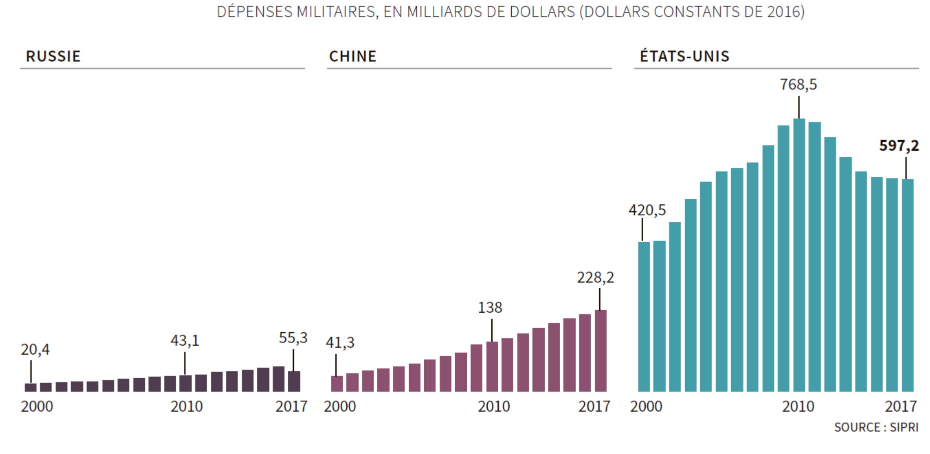
Derrière l'Arabie saoudite et Israël, se tiennent les États-Unis ; mais derrière l'Iran, puissance régionale qui a le tort de leur faire de l'ombre, le soutien de la Russie et de la Chine est plus incertain, compte-tenu de l'énorme avantage militaire des États-Unis en cas de confrontation. La pression de l'impérialisme américain sur l'Iran, bien loin de faciliter la lutte des travailleurs et des jeunes iraniens, est un coup supplémentaire, comme elle est un coup supplémentaire porté aux Palestiniens par les encouragements et le soutien donné à la colonisation israélienne en échange de son engagement militaire contre l'Iran.

Pour les travailleuses et les travailleurs conscients, le mot d'ordre de l'opposition à toute sanction économique et toute intervention militaire impérialiste contre l'Iran va de pair avec le soutien aux combats de la classe ouvrière et la jeunesse iraniennes pour renverser la dictature islamiste réactionnaire comme il va de pair avec le soutien aux combats des Palestiniens pour leurs droits contre l'État d'Israël.

Les contradictions inextricables des gouvernements impérialistes

Après avoir beaucoup mis en scène son amitié et sa proximité avec Trump, censées le retenir, Macron a dû déchanter. Aux côtés de Merkel, il a retrouvé des accents combatifs pour s'opposer : « *Ne soyons pas faibles, ne subissons pas ! Accepterons-nous la règle de l'autre ou sa tyrannie ? Qui doit décider de nos choix commerciaux ? »* (10 mai 2018).

Mais derrière les coups de menton, la réalité est cruelle, les bourgeoisies européennes n'ont pas –ou presque– les moyens de préserver leurs entreprises des sanctions américaines. En effet, à partir du moment où les entreprises multinationales européennes font des affaires avec les États-Unis (un marché plus important que l'Iran), elles ne peuvent échapper aux sanctions.



La commission européenne a beau avoir ressorti de la naphtaline un règlement de 1996 dite « loi de blocage » pour empêcher les poursuites américaines en Europe, le parapluie est bien dérisoire. Ainsi après Total, Engie renonce à son tour à s'engager en Iran. L'Allemagne sera la plus touchée, avec notamment Siemens et Daimler, mais aussi l'Italie et la France avec, outre le pétrole et le gaz, PSA et Renault, sans parler des engagements de vente d'Airbus qui touchent à la fois l'Allemagne et la France. Les places perdues par les impérialismes européens devraient être prises par les impérialismes russe et chinois, la Russie étant déjà sous le coup de sanctions américaines et la Chine n'étant pas décidée à céder aux injonctions américaines.

Il n'y a pas d'impérialisme européen à proprement parler. L'Union européenne est un compromis bancal entre des États bourgeois aux frontières trop étroites. L'UE est fragilisée par le départ de la Grande-Bretagne (« Brexit ») mais aussi par la dissidence de pays de la Baltique et d'Europe centrale (« groupe de Visegrád »). Le désaccord est apparu en 2015-2016 avec le refus de la Pologne, de la Tchéquie, de la Slovaquie, de la Hongrie… d'accueillir des réfugiés. Il ne s'est pas atténué depuis que la coalition CDU-SPD dirigée par Merkel a fermé à son tour ses frontières. En effet, les gouvernements « populistes » choisissent l'alliance avec l'impérialisme américain contre l'impérialisme russe… et l'impérialisme allemand. Pour cette raison, bien qu'ils propagent l'antisémitisme en leur sein, ils sont alliés étroitement à Israël.

Le 22 juillet, l'Union européenne semble prête à chercher un compromis avec l'État américain sur le dos de la Chine.

> *Le président des États-Unis Donald Trump et celui de la Commission européenne Jean-Claude Juncker ont annoncé un accord pour désamorcer le conflit commercial entre Washington et Bruxelles qui se traduit par des droits de douane réciproques. Selon une source européenne, un nouveau tarif frappera les automobiles importées aux États-Unis. L'UE augmentera immédiatement ses achats de soja, déclare Trump qui, de son côté, a promis de reconsidérer les droits de douane qui touchent désormais l'acier et l'aluminium importés d'Europe… Trump a aussi précisé que les EU et l'UE réfléchissent en commun à une réforme de l'OMC. En particulier, elle viserait la Chine qui est accusée de ne pas respecter les droits de la propriété intellectuelle et à l'obliger à transférer sa technologie.* (*El País*, 25 juillet 2018)

Pour Trump, l'échange international est « un jeu à somme nulle » : selon lui, ce qui est gagné par un pays est forcément égal à ce que perd un autre.

Cette vision archaïque relève du mercantilisme. Cette doctrine est dépassée depuis la fin du XVIIIe siècle. Adam Smith et David Ricardo démontrèrent que les échanges internationaux stimulent le développement des forces productives : la richesse mondiale totale est plus élevée avec la spécialisation que si chaque pays restait en autarcie. Évidemment, les « économistes classiques », liés à la bourgeoisie industrielle britannique, oubliaient que le capitalisme a émergé du pillage colonial et laissaient sans réponse la question de la répartition du gain obtenu par la division internationale du travail.

> *Si les libre-échangistes ne peuvent pas comprendre comment un pays peut s'enrichir aux dépens de l'autre, nous ne devons pas en être étonnés, puisque ces mêmes messieurs ne veulent pas non plus comprendre comment, dans l'intérieur d'un pays, une classe peut s'enrichir aux dépens d'une autre classe.* (Marx, *Discours sur le libre-échange*, 9 janvier 1848)

L'internationalisation des forces productives est un phénomène irréversible dont même l'économie nationale la plus vaste et la plus forte ne peut s'extraire.

> *Les entreprises de la métallurgie, constructeurs automobiles en tête, se plaignent des taxes sur l'acier, qui se traduisent par un renchérissement spectaculaire de leur matériau de base… Les annonces d'une possible restriction des investissements chinois dans la technologie américaine ont fait chuter cette semaine le NASDAQ.* (*Le Monde*, 29 juin 2018)

Ainsi, en l'espace de quelques semaines, le monde se retrouve brutalement au bord d'une guerre commerciale généralisée.

> *Les membres de l'OMC ont mis en place davantage de mesures restrictives pour le commerce entre mi-octobre 2017 et mi-mai 2018 qu'au cours de la période d'examen précédente (de mi-octobre 2016 à mi-octobre 2017), d'après le rapport de milieu d'année du Directeur général sur les faits nouveaux rela-*

tifs au commerce présenté aux Membres le 25 juillet, à l'occasion d'une réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales. (OMC, 25 juillet 2018)

Le retour du protectionnisme des années 1930 comme les nouvelles menaces militaires sont autant de manifestations du pourrissement du mode de production capitaliste, au premier chef de celui de l'impérialisme le plus puissant, les États-Unis.

Le « patriotisme économique » se construit toujours sur le dos des travailleurs

Quand une bourgeoisie nationale perd au jeu de la compétition inhérente au capitalisme, elle invoque la déloyauté de l'étranger et invoque la défense des travailleurs locaux. C'est aussi vrai aux États-Unis qu'en Italie, en Grande-Bretagne ou en France.

> *Notre industrie a été la cible depuis des années, depuis des décennies même, d'attaques commerciales déloyales. Et ça a provoqué chez nous la fermeture d'usines, de hauts fourneaux, le licenciement de millions de travailleurs, avec des communautés décimées. Eh bien, ça, ça va s'arrêter !* (Trump, 9 mars 2018)

Trump a gagné la présidence en adjoignant à l'électorat habituel du Parti républicain une couche de la classe ouvrière blanche qui votait plutôt pour l'autre parti bourgeois, le Parti démocrate. Il s'adresse de nouveau à la « rust belt » (la ceinture de la rouille), toute cette zone sinistrée par la concurrence internationale mais aussi par les décisions des groupes industriels (dont les délocalisations vers le Mexique et aussi le Sud des États-Unis, moins syndiqué), dont il vise à nouveau les voix pour les prochaines élections (celles de « mi-mandat » en novembre 2018, la présidentielle de novembre 2020). La bureaucratie syndicale de la principale confédération américaine, l'AFL-CIO, aide cette mystification.

> *Le président Donald Trump, au lieu de se contenter de parler du problème, fait pour la première fois quelque chose pour le résoudre. C'est un premier pas et nous le trouvons positif.* (Richard Trumka, président de l'AFL-CIO, 6 mars 2018)

La bureaucratie de la confédération rivale, CtW (qui s'appuie sur le syndicat des camionneurs IBT), est tout autant sociale-chauvine.

> *Nous sommes prêts à collaborer avec la Maison blanche et les autres syndicats américains pour défendre ces droits de douane et vérifier leur application afin de protéger les travailleurs américains et notre bien-être national.* (James P. Hoffa, président de l'IBT, 8 mars 2018)

C'est une mystification. Aux États-Unis, le protectionnisme censé ramener les usines cause en réalité plus de dégâts qu'il ne crée des emplois. Par exemple, le groupe Ford qui avait renoncé à produire au Mexique un de ses modèles, ce dont Trump s'était grandement vanté, le fabriquera finalement en Chine pour échapper au renchérissement de l'acier qui est importé et donc taxé par Trump ! Les trois principaux constructeurs américains font eux-mêmes produire à l'extérieur, essentiellement au Canada et au Mexique, environ 15 % des automobiles qu'ils vendent sur le marché national.

Quant aux constructeurs étrangers, ils ne se contentent pas d'exporter aux États-Unis leurs véhicules. Pour contourner le protectionnisme de l'État et le chauvinisme des clients, les groupes Toyota, Honda, Hyundai, Nissan et Volkswagen y ont créé depuis longtemps des filiales qui produisent soit pour le marché intérieur, soit pour l'exportation : 17 usines et 65 000 salariés au total. En outre, Fiat a pris en 2010 le contrôle de l'un des trois groupes historiques, Chrysler.

Au bout du compte, d'après le cabinet Trade Partnership Worldwide, si les taxes sur l'acier et l'aluminium pourraient permettre la création de 92 000 emplois, elles devraient en même temps en détruire quelques 250 000 autres. Les travailleurs ne gagneront rien à la guerre économique qui s'annonce, au contraire. Ni aux États-Unis, ni ailleurs. À défaut d'une amélioration quelconque de leur situation, Trump leur vend un nationalisme illusoire. Le populisme, la xénophobie et le racisme sont adoptés par les gouvernements aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Italie, en Autriche, en Hongrie, en Pologne, etc.

> *Vous ne pourriez pas croire à quel point ces migrants sont mauvais. Ce ne sont pas des gens, ce sont des animaux.* (Trump, 16 mai 2018)

C'est une marque de la putréfaction historique du mode de production capitaliste au stade impérialiste.

> *Le monde du capitalisme décadent est surpeuplé. La question de l'admission d'une centaine de réfugiés supplémentaire devient un problème majeur pour une puissance mondiale comme les États-Unis.* (Trotsky, *Manifeste de la 4e Internationale*, mai 1940)

C'est aussi la rançon des trahisons des combats révolutionnaires du prolétariat par ses vieilles et nouvelles directions « réformistes ». La crise de direction du prolétariat mondial s'accentue. L'Internationale communiste, qui était une internationale révolutionnaire de masse, est devenue un instrument de la contre-révolution dans les années 1930 en passant sous le contrôle de la bureaucratie stalinienne de l'URSS. La 4e Internationale, fondée en 1938 pour la remplacer, éclate dans les années 1950 sous l'influence du stalinisme et du nationalisme bourgeois. On trouve même en France des organisations issues du « trotskysme » (POID, POI) qui renchérissent dans la défense de la nation avec les débris du



Mélenchon, chef suprême de la France insoumise, au milieu des drapeaux tricolores, 2017

stalinisme (PCF, PRCF…) et de la social-démocratie (PS, Générations, la France insoumise…).

> *Défendre la « libération nationale »* [dans un pays impérialiste] *est une politique qui semble faite exprès pour détourner l'attention des travailleurs des problèmes fondamentaux, pour affaiblir la lutte contre le capitalisme et pour les contraindre à chercher l'ennemi principal et la cause première de leur misère hors des frontières.* (Trotsky, *La Seule voie*, 14 septembre 1932)

Le socialisme petit-bourgeois ou bourgeois (du travaillisme au stalinisme) fait passer l'étatisme en général et le protectionnisme en particulier comme progressistes alors qu'ils sont portés au paroxysme par le fascisme. Par contre, l'aile internationaliste du mouvement ouvrier a toujours combattu le protectionnisme, de la fondation de la Ligue des communistes en 1847 à la disparition de la 4e Internationale en 1951-1953.

> *Ne croyez pas qu'en faisant la critique de la liberté commerciale nous ayons l'intention de défendre le système protectionniste. On se dit ennemi du régime constitutionnel, on ne se dit pas pour cela ami de l'ancien régime.* (Marx, *Discours sur le libre-échange*, 9 janvier 1848)

> *Chez les électeurs, il ne pouvait pas ne pas se manifester çà et là des tendances protectionnistes, mais fallait-il en tenir compte ?* (Engels & Marx, *Circulaire à la direction du SAPD*, septembre 1879)

> *La social-démocratie lutte contre le militarisme, le colonialisme, le protectionnisme douanier tout comme elle combat tout l'appareil de base de l'État de classe existant, son administration, sa législation, son système scolaire, etc.* (Luxemburg, *L'État-nation et le prolétariat*, 1908)

Ainsi, ceux qui dans le mouvement ouvrier contemporain condamnent les ravages de la « *mondialisation* » au lieu d'appeler au renversement du capitalisme et prônent comme le chef de LFI Mélenchon, un « *protectionnisme solidaire* » (sic), ou bien les partisans du Brexit en Grande-Bretagne du type CPB, SPEW et SWP, se rangent en réalité derrière les fractions les plus réactionnaires de leur bourgeoisie.

Pour l'indépendance de classe, pour la dictature du prolétariat

Ce n'est pas seulement Trump qui pose problème. Tous les gouvernements bourgeois coupent dans les dépenses qui améliorent la vie des travailleurs et dépensent de plus en plus dans l'appareil répressif de l'État (services secrets, armées, polices, prisons…).

> *Après 13 années consécutives de hausse de 1999 à 2013 et des dépenses relativement inchangées de 2012 à 2016, le total des dépenses militaires mondiales a encore augmenté en 2017. En 2017, les dépenses militaires représentent 2,2 % du produit intérieur brut mondial soit 230 dollars par personne… Les États-Unis continuent d'enregistrer les dépenses militaires les plus élevées au monde. En 2017, ils ont dépensé plus pour leurs forces armées que les sept pays les plus dépensiers suivants… La Chine a enregistré la plus forte augmentation absolue des dépenses en 2017 : 12 milliards de dollars.* (Institut international de recherche sur la paix, 2 mai 2018)

La classe ouvrière peut sauver l'humanité de la catastrophe économique, sociale, écologique et politique où mène le maintien de la bourgeoisie.

> *Avec le niveau actuel de technique et de qualification des travailleurs, il est parfaitement possible de créer des conditions adéquates pour le développement matériel et spirituel de l'humanité tout entière. Il faudrait seulement organiser la vie économique dans chaque pays et sur notre planète entière de façon juste, scientifiquement et rationnellement, conformément à un plan général. Aussi longtemps cependant que les principales forces productives de la société sont détenues par des groupe, c'est-à-dire des cliques capitalistes isolées et aussi longtemps que l'État national demeure un outil complaisant aux mains de ces cliques, la lutte pour les marchés, pour les sources de matières premières, pour la domination du monde, doit inévitablement assumer un caractère de plus en plus destructeur. Le pouvoir d'État et la domination de l'économie ne peuvent être arrachés des mains de ces cliques impérialistes rapaces que par la classe ouvrière révolutionnaire.* (Trotsky, *Manifeste de la 4e Internationale*, mai 1940)

Tout dépend de la construction d'une nouvelle internationale ouvrière capable de relever le drapeau du communisme.

27 juillet 2018
Collectif révolution permanente / Allemagne, Autriche, Canada, France

Qui est responsable de la défaite à la SNCF ?

> *« Macron veut faire de la SNCF le symbole de sa volonté réformatrice », explique l'un de ses proches, « s'il veut accrocher un scalp à sa ceinture, il n'y a pas mieux. »* (*Le Figaro,* 2 avril)

Une grave défaite

Les 13 et 14 juin, l'Assemblée nationale et le Sénat votent la loi Macron-Philippe-Borne dite « nouveau pacte ferroviaire » avec les votes des parlementaires LREM, LR, UDI, MoDem. Macron en sort personnellement renforcé, ce que n'annulera pas l'affaire Benalla.

Les capitalistes sont occupés à leurs propres affaires, souvent sur le mode de la concurrence entre eux, mais il faut administrer leurs intérêts généraux et maintenir les rapports d'exploitation. Tel est le rôle de l'État bourgeois, avec à sa tête un pouvoir exécutif qui doit rendre des comptes non pas tant aux « citoyens » qu'à la classe capitaliste. Or, Macron complète l'oeuvre de ses prédécesseurs qui avaient éclaté et privatisé les ex-PTT et l'ex EDF-GDF, il efface le recul de l'État bourgeois devant la grève générale de la SNCF et les menaces de son extension à la fonction publique en 1995, il inflige une grave défaite aux cheminots et à l'ensemble de la classe ouvrière.

Pourtant, certains la minimisent.

> *Leur combat a été plébiscité, ce qui est malgré tout une victoire.* (NPA, *SNCF : un conflit défait ou victorieux ? Terminé ou juste entamé ?*, 28 juin)

> *L'inquiétude des commentateurs est ce qui peut faire la fierté des grévistes : ils ont collectivement relevé la tête... Un climat de lutte, de fierté, de solidarité qui donne le ton à la SNCF depuis quatre mois.* (LO, *La grève des cheminots : premières leçons*, juillet)

Pendant trois mois, les travailleurs ont dû baisser la tête devant les décrets des chefs syndicaux et face à leur collaboration obstinée avec Borne, Philippe et Macron. La CGT les convoquait bien à des assemblées générales, mais pour faire appliquer les décisions de « l'intersyndicale », surtout pas pour qu'ils décident.

> *Il va nous falloir être clairs avec le moins de voix dissonantes possible. Nous ne pouvons pas refaire la stratégie en fonction de l'humeur, des tergiversations environnantes sur les sites.* (CGT-Cheminots, *Rapport interne aux secrétaires des syndicats,* 16 mars)

Au bout du compte, tous les travailleurs de la SNCF baissent la tête : l'État impose la concurrence, éclate l'ancien collectif de travail entre plusieurs employeurs et supprime le statut. Les grévistes sont amers, les non-grévistes sont confortés dans l'individualisme, la résignation. Les autres travailleurs sont découragés de lutter et beaucoup auront à supporter la dégradation du transport des passagers.



7 mai, Matignon : Martinez CGT et Brun CGT cheminots discutent avec le Premier ministre et la ministre des Transports du projet de loi / photo Philippe Wojaze

LO justifie les bureaucrates CGT de A à Z

Les adjoints des bureaucrates (LFI, PCF, LO, NPA, POID...) n'ont pas combattu leur négociation de la loi, n'ont pas combattu leur calendrier des grèves perlées, ni dans les sections syndicales ni dans les assemblées générales. LO recrute surtout des lycéens, les façonne pour les mettre au service de la bureaucratie de la CGT. Comme les bureaucrates eux-mêmes, les chefs de LO attribuent la responsabilité des défaites aux travailleurs.

> *Malgré sa ténacité, le mouvement n'a pas eu une dynamique et une ampleur telles qu'il contraigne le gouvernement à reculer... Le mouvement n'a pas eu la puissance de dépasser le cadre fourni par les organisations syndicales...* (LO, *La grève des cheminots : premières leçons*, juillet)

Les centristes parlent à l'occasion de révolution alors qu'ils capitulent devant les directions qui la redoutent, l'empêchent et la trahissent.

> *Une politique fausse des masses ne peut s'expliquer selon l'auteur que comme la « manifestation d'un certain état des forces sociales », c'est-à-dire la non-maturité de la classe ouvrière »... Si l'on est friand de tautologies, il serait difficile d'en trouver de plus plates. Une « politique fausse des masses » s'explique par leur « non-maturité » ? Mais qu'est-ce que la « non-maturité » des masses ? De toute évidence, c'est leur prédisposition à suivre une politique fausse. En quoi consistait cette politique fausse ? Qui étaient les initiateurs ? Les masses ou les dirigeants ? Notre auteur ne souffle mot là-dessus. Et par cette tautologie, il transfère la responsabilité sur les masses.* (Trotsky, *Classe, parti et direction*, juin-juillet 1939)

Les partis « réformistes » (y compris le PCF et Mélenchon) ont divisé et démoralisé les travailleurs en gouvernant pour le capital ; les bureaucraties syndicales ont conduit à défaite sur défaite avec les « journées

d'action » et les réécritures des projets réactionnaires contre la retraite, contre le droit du travail…

Comme aucune force organisée n'a combattu pour la grève générale et n'a mis en cause les « négociations » de tous les bureaucrates avec la ministre des Transports et le Premier ministre, comment les travailleurs auraient pu déborder le bloc de toutes les directions syndicales conforté par tous les partis ouvriers bourgeois et toutes les organisations centristes ?

Le PCF et LFI ont aidé les bureaucrates de la CGT qui avaient décrété les grèves perlées.

Les bureaucrates de SUD ont essayé d'échapper à l'impopularité grandissante des grèves perlées chez les cheminots, alors qu'ils avaient approuvé le calendrier. Avec l'aide du NPA, ils ont tenté de dériver l'aspiration à la grève générale vers des grèves reconductibles site par site. LO avait fait de même, en mars, jusqu'à ce que la direction de la CGT l'interdise.

> *Contrairement aux directions syndicales qui lanternent pour appeler à la grève reconductible…* (LO, *Les 15 et 22 mars, redressons la tête !*, 15 mars)

Le 13 juin, quand SUD-Rail rassemble 200 cheminots pour faire adopter les grèves reconductibles site par site, l'intersyndicale CGT-CFDT-UNSA appelle la police.

> *Plusieurs dizaines de cheminots, essentiellement de SUD Rail, ont tenté de perturber l'interfédérale CGT-UNSA-CFDT qui s'est tenue dans le Xe arrondissement de Paris et qui a appelé à poursuivre la grève. La police est intervenue pour bloquer les manifestants à l'extérieur du bâtiment.* (*Le Parisien*, 13 juin)

Dans son bilan, la direction de LO n'a pas un mot sur cette crapulerie des chefs CGT.

Corruption et cogestion

Le gouvernement Macron-Philippe-Borne n'a pu vaincre un bastion historique des luttes sociales que sur la base des nombreux reculs précédents et en tablant sur l'attitude des directions syndicales, avant tout celle de la CGT nettement majoritaire à la SNCF.

Un appareil est nécessaire à toute organisation ouvrière qui a atteint une certaine taille. Mais ceux qui contrôlent actuellement les confédérations et les fédérations du transport ferroviaire ne reflètent pas la base, quelles que soient les forces et les faiblesses de celle-ci. Ils constituent des bureaucraties, c'est-à-dire des couches apprivoisées, intégrées et corrompues par le grand capital, analogues aux appareils des partis « réformistes ». La racine des deux est d'ailleurs la même, le déclin du capitalisme et la découverte par la classe dominante des possibilités de corruption des directions ouvrières.

> *Les institutions politiques du capitalisme moderne ont créé à l'intention des ouvriers et des employés réformistes et patriotes, respectueux et bien sages, des privilèges et des aumônes politiques correspondant aux privilèges et aux aumônes économiques. Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère, au parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions de « solides » journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers, voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des « partis ouvriers bourgeois ».* (Lénine, *L'Impérialisme et la scission du socialisme*, octobre 1916)

Dans tous les pays capitalistes, s'il n'y a pas toujours de parti politique de masse issu de la classe ouvrière, il y a au moins une confédération syndicale.

En France, les différents partis sociaux-impérialistes (LFI, PCF, PS, Générations…) rivalisent pour les postes et les prébendes, de même que les bureaucraties syndicales (CGT, CFDT, FO, Solidaires, FSU, UNSA…) se disputent les miettes que leur jettent les patrons et l'État bourgeois. Les chercheurs Dominique Andolfatto et Dominique Labbé estiment à 30 % seulement la part des cotisations dans les ressources des syndicats français.

> *Tout capitaliste voit et sait que les syndicats groupent des millions de personnes, que si les capitalistes ne les tiennent pas en mains par l'intermédiaire de chefs qui se disent socialistes alors qu'ils font la politique des capitalistes, alors toute la machine du capitalisme s'écroulerait sans les syndicats.* (Lénine, *Discours au congrès des ouvriers de la confection*, 6 février 1921)

En particulier, des responsables syndicaux sont membres –rétribués– du Conseil économique et social, du Conseil d'orientation des retraites et des conseils d'administration ou conseils de surveillance des grandes entreprises… Ainsi, à la SNCF, Alain Prouvenq, Florence Dumond, Bruno Lacroix cogèrent le groupe capitaliste multinational au titre de la CGT ; Christine Graffiedi, Lionel Chautru pour l'UNSA ; Julien Troccaz pour SUD-Solidaires ; Sébastien Mariani pour la CFDT et François Grasa pour FO. Avec les filiales, il faut compter plusieurs dizaines de bureaucrates qui sont en fait devenus des patrons de la SNCF.

Les dirigeants de LO, du NPA, du POID, du POI… cachent soigneusement cette corruption et ne la combattent pas dans leur presse, lors des réunions et des congrès syndicaux. Et pour cause, ils fournissement depuis les années 1980 des cadres à telle ou telle des bureaucraties en rivalité.

Les grèves perlées contre la grève générale

En mars, comme tous les appareils forment un bloc à la SNCF, tous les partis s'alignent sur « l'intersyndicale » CGT-CFDT-SUD-UNSA.

La température monte aussi, de toute évidence, dans les milieux syndicaux. Jusqu'aux sommets… De la réunion des états-majors syndicaux le 27 février devrait sortir le signal d'une riposte. (NPA, *Stratégie du choc ? Un choc en retour se prépare*, 27 février)

Toutes les directions syndicales de la SNCF et des confédérations sont alors d'accord :

- refus de la grève générale,
- défense de la SNCF en tant que telle,
- cogestion de la SNCF,
- acceptation de la négociation du projet gouvernemental,
- propositions faites au gouvernement, à l'Assemblée à majorité LREM-MoDem, au Sénat à majorité LR.



D'autres solutions existent, la Fédération CGT des cheminots a transmis son rapport « Ensemble pour le fer » à l'Assemblée nationale et au gouvernement. Malgré des propositions argumentées, gouvernement et direction restent campés sur leur position dogmatique… Les cheminots, avec la CGT, attendent des engagements forts de la part du gouvernement. (CGT-Cheminots, 23 mars)

Soyons-en conscients, la mobilisation massive des cheminots, de tous collèges, inscrite sur la durée, déterminera le contenu de la loi ! (CGT-Cheminots, 23 avril)

Les propositions CGT… doivent être entendues. La réforme gouvernementale en cours doit changer d'aiguillage pour remettre le service public sur de bons rails. (CGT-Cheminots, 7 mai)

Parce que les chefs syndicaux savent que les travailleurs sont opposés à l'attaque gouvernementale, parce qu'ils connaissent le calendrier parlementaire et parce qu'ils savent que le gouvernement les convoquera jusqu'au dernier moment pour les associer, les chefs syndicaux décrètent en avril des grèves intermittentes pour trois mois. Ce calendrier augmente considérablement les pertes financières de ceux qui n'ont pas d'heures de délégation, sans inquiéter vraiment le gouvernement et multiplie les tensions avec les autres travailleurs ramenés à la condition de passagers.

La grève générale et les grèves perlées ne sont pas deux tactiques pour atteindre le même but. Elles correspondent à deux buts différents. La grève générale est le rassemblement de toutes les forces des travailleurs pour se défendre contre leur ennemi de classe, pour le vaincre.

La grève de masse n'est pas un moyen ingénieux, inventé pour donner plus de force à la lutte prolétarienne : elle est le mode de mouvement de la masse prolétarienne, la force de la lutte prolétarienne… (Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicat*, 1906)

Par contre, les « grèves perlées », les « journées d'action », les « grèves reconductibles » site par site ou les actions symboliques (blocage de péage, pique-nique, « marée populaire », etc.) découlent du soutien de leurs promoteurs au capitalisme français contre les autres, de leur reconnaissance de la légitimité du gouvernement Macron, du consensus pour la nécessité d'une « réforme », de leur acceptation de discuter le rapport officiel puis le projet de loi.

Les « grèves perlées », les « grèves reconductibles » site par site et les « journées d'action » ne préparent pas la grève générale, comme le prétendent les adjoints « trotskystes » (LO, NPA, POID…) ou « libertaires » (AL…) des Martinez et des Brun. La négociation des attaques et les tactiques de diversion aboutissent, sauf débordement, à ce pour quoi elles sont faites : la défaite des prolétaires.

Les chefs syndicaux persistent

Au moment où la défaite est consommée, la CGT-cheminots et SUD-Rail appellent encore à des grèves pour servir d'exutoire à une minorité de cheminots qui ne veut pas avoir autant fait grève et autant perdu d'argent pour rien.

La fin du calendrier et la sortie de la CFDT de l'interfédérale ne sonne pas la fin du mouvement. Dès à présent, nous proposons aux cheminots d'agir cet été, en ciblant des périodes, rendant plus efficace la grève des cheminot-e-s. (SUD-Rail, 12 juin)

Nous allons poursuivre car toute la loi n'est pas écrite, et nous devons peser sur les textes à venir… La lutte se poursuit tous ensemble dans la grève les 6 et 7 juillet prochains. (CGT-Cheminots, 3 juillet)

Ils ne tirent aucune leçon de la défaite. Avec les autres syndicats, la CGT et Solidaires continuent leur collaboration de classe en se rendant à la convocation de Macron à l'Élysée le 18 juillet. Ils vont se rendre à la convocation de Philippe à Matignon le 29 août.

Il est temps que s'organisent celles et ceux qui ont compris ce que font les bureaucraties syndicales et les partis sociaux-impérialistes, afin de constituer des courants lutte de classe dans les syndicats et de construire à l'échelle du pays une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste.

23 août 2018

Benalla, la face cachée de Macron

Il faut remettre de la moralisation dans la vie publique. (Macron, *Tweeter,* 23 février 2017)

Deux hommes de main du président molestent des manifestants

Tout semblait sourire à Macron début juillet : les cheminots reprennent le travail battus et l'équipe de France de football gagne la coupe du monde. Mais survient le premier gros accroc de la « présidence exemplaire » : le 17 juillet, le quotidien *Le Monde* révèle une vidéo qui identifie le personnage qui, avec un brassard de police et la complicité des policiers en uniforme, brutalise deux personnes le 1er mai, place de la Contrescarpe à Paris. Il s'agit d'Alexandre Benalla qui est chargé de mission à l'Élysée et adjoint au chef de cabinet du président de la République.

Un couple est attablé à une terrasse de café, à l'endroit où un « apéro » est convoqué par un Comité d'action inter-lycéen animé par des anarchistes, appel relayé par le syndicat étudiant UNEF et le parti politique la France insoumise (LFI). L'appel ne rassemble que quelques dizaines de personnes. Face à la charge brutale des CRS, le couple qui était à la terrasse d'un café fait partie de ceux qui protestent. Ils jettent des objets pris sur leur table. Les deux sont aux mains des policiers quand Benalla les brutalise à tour de rôle et frappe à plusieurs reprises l'homme sans défense. Benalla est accompagné d'un officier de réserve de la gendarmerie, Vincent Crase, salarié du parti présidentiel La République en marche (LREM), qui menace physiquement la victime au sol. Celle-ci est contrainte à six jours d'arrêt de travail.

Les deux nervis de Macron arborent du matériel policier (radio, casque, brassard). En outre, Crase est armé d'un pistolet. *Libération* dévoile le 27 juillet des images du même duo. Le 1er mai, 3 heures avant l'agression à la Contrescarpe, ils interpellent et frappent au Jardin des plantes de Paris d'autres manifestants qui étaient jusqu'alors repoussés par des policiers en tenue. Un homme subit deux jours de garde à vue et sa compagne (fonctionnaire au ministère de la justice et militante du PCF) qui filme se fait effacer les images de son téléphone.



> *Manifestement, l'existence de la vidéo inquiète leurs interlocuteurs. Noémie se souvient qu'on lui hurle alors distinctement : « Éteins ! Éteins !» Quelqu'un lui demande ensuite sa carte d'identité, s'éloigne de 10 à 15 mètres, et la regarde longuement. « Je me souviens qu'à côté, un manifestant avait mal, il saignait, mais on m'a dit "regarde ailleurs", raconte Noémie, encore très choquée. Ce n'est d'ailleurs qu'à ce moment-là que je réalise que Romain aussi est interpellé. » Celui qui est parti avec la carte d'identité est de retour. Un nouvel échange vif débute : « On n'a pas le droit de manifester en France le 1er mai ? » s'emporte la plaignante. Réponse de son interlocuteur, selon son récit : « Non, t'as qu'à aller au Venezuela ou à Cuba. » La jeune femme, « terrorisée », garde les mains en l'air depuis de longues minutes. Son interlocuteur la menace pour récupérer la vidéo, assure-t-elle : « Donne-moi ton téléphone, sinon on t'embarque. »... Selon la militante, l'homme examine alors les photos et les vidéos, et en supprime plusieurs. Puis lui rend l'appareil et leur ordonne de « dégager ». « Est-ce que je peux savoir votre numéro de matricule », s'énerve Noémie. Toujours selon elle, l'homme répond « 007 ». Le soir, Noémie parvient à récupérer la vidéo effacée.* (*Libération*, 27 juillet)

Sur la vidéo, on reconnait nettement Benalla et Crase.

Macron et sa bande tentent d'étouffer l'affaire

Benalla, âgé de 26 ans, a été avant d'être affecté à la présidence, le responsable de la sécurité du candidat victorieux. Détenteur d'un master de droit, il est fasciné par la violence, surtout celle de ceux qui ont le pouvoir. Il a fait ses débuts en 2008 au PS (comme tant d'autres macronistes).

> *« Il est venu me trouver en 2010, il voulait aider », nous explique Éric Plumer, l'ex-responsable national du service d'ordre du PS. « C'était un bon gamin, même s'il était parfois impulsif. Il voulait toujours être là où ça se passe, du côté des personnalités et n'aimait pas quand je lui demandais de surveiller une porte. »* (*Le Parisien*, 20 juillet)

Il assure la protection d'Aubry en 2011, de Hollande en 2012 et de Montebourg en 2012. Ce dernier, alors mi-

nistre, le licencie : *« il avait provoqué un accident de voiture en ma présence et voulait prendre la fuite ».* Macron, s'il ne le savait pas avant, l'a forcément appris quand il est devenu président.

Benalla émarge de 2012 à 2015 dans une entreprise de police privée (Velours) fondée par d'anciens policiers. Avec Crase, il fonde en 2016 une Fédération française de la sécurité privée mais la politique laisse entrevoir la même année de bien plus belles perspectives. Il devient le responsable de la campagne de Macron. Il est intime, jusqu'à détenir les clés de la maison des Macron au Touquet. Il a même un badge qui lui permet d'accéder à l'Assemblée nationale.

Une fois que l'affaire éclate, Macron fait dire à son directeur de cabinet que son « chargé de mission » avait été puni de 15 jours de suspension à compter du 1er mai. Macron et sa bande mentent : Benalla a continué de toucher sa paie (6 000 euros par mois), il apparaît à plus d'une occasion après le 1er mai et son badge d'accès à l'Assemblée n'est désactivé que le 20 mai.

> *La présence de M. Benalla à la cérémonie de panthéonisation de Simone Veil, le 1er juillet ; lors du défilé du 14 juillet, place de la Concorde ; ou encore dans le bus des Bleus à l'occasion de leur descente des Champs-Élysées, le 16 juillet, montrent que l'homme n'avait renoncé à aucune de ses prérogatives, malgré l'assurance de l'Élysée qu'il était désormais confiné à des tâches administratives au sein du palais.* (*Le Monde*, 21 juillet)

Le 19 juillet, des commissions parlementaires sont mises en place. Le 23 juillet, à celle de l'Assemblée, le ministre de l'Intérieur Collomb (ex-PS) prétend ne pas connaître Benalla mais celui-ci dit le tutoyer. En tout cas, Collomb est contraint d'avouer avoir été mis au courant dès le 2 mai. Le Préfet de police de Paris, Delpuech, prétend que les deux victimes de la Contrescarpe n'avaient pas de pièces d'identité et avaient déclaré *« de fausses identités »,* ce qui se révèle faux d'après la police elle-même.

Le 24 juillet, Macron visite les députés et sénateurs LREM opportunément réunis à Paris. Pour la première fois, il parle de l'affaire. Il fanfaronne comme la Ve République le lui permet : *« S'ils veulent un responsable, qu'ils viennent le chercher ! Et ce responsable, il répond au peuple souverain, et à personne d'autre ».*

Le 27 juillet, Benalla passe au journal télévisé de *TF1* pour assurer qu'il n'a fait que prêter main forte à la police, comme tout bon citoyen doit le faire. En effet, ce qui aide Macron et sa bande dans cette passe difficile est que personne ne remet en cause l'appareil policier et l'État bourgeois.

Tous les partis liés au capital veulent préserver l'honneur de la police

Le RN et LR affectent de s'indigner.

> *Ce scandale, c'est celui d'un chef de l'État qui a protégé, qui a privilégié un homme qui lui a rendu des services, barbouze s'il en est…* (Jacob, président du groupe LR à l'AN, 31 juillet)

Mais le RN vient du FN qui a été fondé par un tortionnaire, a toujours bénéficié de la complaisance de militaires et de policiers ; ses frontières sont poreuses avec les voyous fascistes et racistes ; d'ailleurs, des membres du FN ont assassiné en 1995 un jeune noir à Marseille. Et LR se revendique du général De Gaulle et de la filiation RPF-UNR-UDR-RPR qui ont toujours pratiqué à l'échelle industrielle (avec le SAC) ce que Macron fait pour l'instant encore à l'échelle artisanale, c'est-à-dire la liaison entre le sommet de l'État et le banditisme contre le mouvement ouvrier (les barbouzes). Plus d'une fois, le SAC, les CDR ou l'UNI ont agressé, voire assassiné, des militants communistes avec la complicité de la police [voir *Révolution communiste* n° 12]. Foccart, l'exécuteur des basses oeuvres de De Gaulle, et Pasqua, son remplaçant auprès de Pompidou et Chirac, ont fait des émules comme Benalla, Crase et d'autres restés dans l'ombre.

Hélas, les partis présents au parlement qui sont issus de la classe ouvrière et qui ont appelé à manifester le 1er mai (LFI, PCF, PS) brouillent une fois de plus les cartes, comme en avril 2017 quand le Parti « socialiste » et le Parti « communiste » appelèrent à voter Macron. Certes, LFI se résigne à une motion de censure avec le PCF et le PS, mais leur initiative tente d'effacer la lutte entre les classes, au lieu de montrer qu'elle est à la racine des agissements du président, de la police et des nervis type Benalla.

> *À la sortie de la commission d'enquête, Philippe Gosselin (LR), Danièle Obono (LFI) et Marine Le*



> *Pen (RN) se tiennent côte à côte devant les caméras. Ils s'applaudissent les uns les autres pour défendre « les droits du Parlement ». « J'en viens, moi, trotskiste, à défendre les institutions bourgeoises de la Ve République, mais on rêve, on rêve » soupire Mme Obono.* (*Le Monde*, 29 juillet)

Pour duper les travailleurs et les jeunes, certains réformistes et beaucoup de semi-réformistes sont prêts à invoquer de grandes figures révolutionnaires. La contrefaçon est particulièrement criante dans le cas de la députée LFI : d'évidence, cette dame n'a rien à voir avec Marx, Lénine ou Trotsky. Sinon, elle ne voudrait pas augmenter les effectifs de la police [voir *Révolution communiste* n° 21 & n° 22], elle ne serait pas membre d'un parti nationaliste, elle ne poserait pas avec Le Pen, elle ne défendrait pas les institutions bourgeoises.

Fin juillet, lors du dernier épisode de la farce parlementaire, Jacob (LR) applaudit Mélenchon (LFI). Les députés PCF et LFI votent avec le RN la motion de LR, le parti de Wauquiez, Fillon et Sarkozy, le parti qui vient de voter les lois LREM-MoDem contre les travailleurs de la SNCF contre les immigrés.

> *143 députés ont voté la première motion de la droite, mardi 31 juillet… Dans le détail, 101 députés du parti Les Républicains mais aussi 17 élus de la France insoumise, 14 du PCF et 11 non-inscrits* [dont Le Pen]. (*Le Monde*, 2 août)

Macron peut enfin profiter de sa nouvelle piscine à Brégançon et préparer les prochains coups contre la classe ouvrière (budget, chômeurs, retraite…). Pendant ce temps, Mélenchon invite des représentants de LR à l'université d'été de LFI.



Cahier révolution communiste n° 2

Cahier révolution communiste n° 17

Chaque brochure 2 euros auprès des militants, 3 euros par la poste, voir adresse postale p. 2

Leçons pour la classe ouvrière

Tout d'abord, il faut dénoncer le pacifisme des dirigeants syndicaux et des partis réformistes qui a abouti à laisser les manifestants du 1er mai sans défense face aux bandes armées de l'État capitaliste, officielles et parallèles. L'affaire Macron-Benalla dévoile la véritable nature de l'État bourgeois : la police et la justice ne sont pas neutres, pas plus que l'armée de mercenaires qui intervient en Afrique et au Proche-Orient dans des pays dominés et contre des peuples opprimés.

Ensuite, la domination politique de la minorité des exploiteurs est camouflée sous une démocratie tronquée, sous le chantage permanent des capitalistes, par leur contrôle des médias de masses, avec l'élection tous les 5 ans d'une sorte de monarque d'où découle le résultat des élections législatives. Le président devient intouchable et une seule personne détient plus de pouvoir que tout le parlement.

Enfin, les travailleurs ont besoin non d'un nouveau bloc électoral avec des partis bourgeois (PRG, MRC, EELV…) mais d'un front unique ouvrier pour l'action commune. Face à l'appareil répressif de l'État et au régime présidentiel, tous les partis et syndicats qui prétendent être aux côtés des travailleurs et des étudiants doivent défendre un programme réellement démocratique :

- Levée des poursuites contre les militants arrêtés durant des manifestations et contre ceux défendant des migrants !
- Condamnation des policiers coupables de délits et de crimes envers la population ! La police, hors des manifestations des travailleurs et des étudiants ! Services d'ordre unitaires pour protéger les manifestants, les grévistes et les lieux de réunion !
- Dissolution des corps de répression et de l'armée de métier ! Armement du peuple !
- Mêmes droits politiques pour tous les travailleurs du pays, quelle que soit leur nationalité ! Suppression du Sénat, de la Présidence de la République, du Conseil constitutionnel ! Révocabilité de tous les élus ! Indemnisation des élus au salaire d'une travailleuse qualifiée !

De tels mots d'ordre ne peuvent devenir réalité qu'avec un gouvernement des travailleuses et des travailleurs qui procède de la mobilisation et de l'auto-organisation, qui exproprie les capitalistes, qui désarme toutes les bandes armées du capital, qui ouvre la perspective des États-Unis socialistes d'Europe. Pour cela, il faut construire, dans les entreprises et les administrations, les lieux de formation et les quartiers, ainsi que dans les conseils territoriaux et au parlement, un véritable parti ouvrier, qui soit révolutionnaire et internationaliste.

9 août 2018

Québec : la fausse laïcité des xénophobes



Un lourd passé clérical

La question de la laïcité est très sensible au Québec et y suscite beaucoup de débats étant donné son long passé catholique et clérical. L'Église catholique était l'institution idéologique dominante qui contrôlait pratiquement tous les aspects de la vie sociale, comme l'éducation, la santé et les services sociaux, en lien avec l'appareil d'État. La bourgeoisie anglo-canadienne voyait d'un bon oeil la soumission du prolétariat francophone au clergé qui prêchait le respect de l'autorité et l'harmonie entre les classes sociales au nom de la doctrine sociale de l'Église catholique (1). Symbole de l'alliance entre l'Église et l'État québécois, le crucifix est installé à l'Assemblée Nationale du Québec depuis 1936 (2). Selon l'expression des anglophones, le Québec était une « priest-ridden province » (une province aux mains des curés).

Cependant, le pouvoir de l'Église a été ébranlé dans la période qui a suivi la deuxième guerre mondiale marquée par des luttes ouvrières, dont la fameuse grève d'Asbestos en 1949 (3). La soi-disant « Révolution tranquille » des années 1960 a été le coup de grâce pour la domination incontestée de l'Église catholique au Québec. Une séparation de l'Église et de l'État a été entamée au cours de ces années, de manière graduelle et plutôt lente. Elle demeurera toujours incomplète sous le capitalisme, qui peut se servir de l'obscurantisme religieux comme arme contre la classe ouvrière en lutte.

Contre la persécution envers les adeptes de religions minoritaires

La séparation de l'Église et de l'État est un principe démocratique essentiel et fondamental à promouvoir face à tous les fondamentalismes et obscurantismes religieux, pour défendre l'émancipation du savoir et de la culture, des femmes et des jeunes de la tutelle cléricale. Elle sert aussi à protéger l'égalité de tous les croyant-e-s, même minoritaires, et bien sûr celle des athées. Par conséquent, les marxistes internationalistes sont opposés à tout empiétement d'une quelconque Église ou religion sur la place publique. La classe ouvrière doit s'opposer à toute subvention publique aux Églises et à leurs établissements.

Pour les mêmes raisons démocratiques, le mouvement ouvrier ne doit pas endosser l'interdiction de signes religieux par des individus dans la rue ou les transports, mesure qui vise essentiellement les immigrant-e-s et plus particulièrement les femmes musulmanes.

Le discours sur la laïcité au Québec a tendance, depuis au moins une dizaine d'années, à se confondre avec une peur irrationnelle de l'immigration en provenance des pays dominés. C'est surtout l'islam qui est en cause, car il y a beaucoup d'immigrés originaires des pays du Maghreb ou d'Afrique occidentale (où on parle souvent français) et du Proche-Orient. Nous avons abordé cette montée inquiétante de la xénophobie et de l'islamophobie dans un article précédent (5). Le Parti Québécois (PQ), un parti nationaliste bourgeois, a tenté d'instaurer une « Charte des valeurs québécoises » lors de la période de 18 mois où il a été au pouvoir, entre septembre 2012 et avril 2014. Cette charte visait essentiellement à restreindre les droits des immigrant-e-s, surtout sur le plan de la tenue vestimentaire. La question de l'émancipation féminine était utilisée d'une manière démagogique pour interdire le port du foulard et du voile islamique dans l'espace public.

Des valeurs spécifiquement québécoises ?

Aujourd'hui, c'est le tour de la Coalition Avenir Québec (CAQ), un parti qui se revendique ouvertement des privatisations et de l'austérité à tout crin, à l'image de LR en France, et qui est nationaliste, sans toutefois préconiser l'indépendance du Québec. Il se situe dans la lignée de la défunte Union Nationale, dirigée par le premier ministre Maurice Duplessis, de sinistre mémoire, qui réclamait plus d'autonomie pour le Québec sans rompre avec le fédéralisme canadien. En prévision des prochaines élections québécoises prévues le 1er octobre 2018, la CAQ veut réduire le seuil d'immigration et imposer des conditions sévères aux immigrés qui veulent demeurer au Québec (6). À l'été 2016, la CAQ a même tenté d'importer au Québec la controverse française autour du burkini (7). La proposition la plus inquiétante et la plus dangereuse formulée par la CAQ concerne l'exigence de connaître les « valeurs québécoises » qui consisteraient en l'égalité hommes-femmes, les droits des LGBTQ, la laïcité de l'État, etc. Comme si ces valeurs étaient exclusives au Québec ! C'est une manière de détourner de nobles combats démocratiques pour en faire des instruments d'oppression et de discrimination. Les nombreux Québécois-e-s dits de souche qui sont ouvertement sexistes, homophobes, ceux qui sont toujours attachés à l'intolérance chrétienne ont-ils, eux, le droit d'habiter au Québec ? Si oui comment expliquer ce deux poids deux mesures ?

La CAQ présente l'immigration comme une menace à la survie de la nation québécoise. C'est un sentiment qui est malheureusement trop répandu, y compris au sein de la classe ouvrière. L'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, la fin en queue de poisson du « Printemps d'érable » de 2012 qui avait soulevé une partie de la jeunesse et de la classe ouvrière québécoises contre les politiques d'austérité et la corruption du gouvernement libéral de Jean Charest, le faible niveau actuel des luttes ouvrières peuvent expliquer ce repli identitaire.

En retour, l'unité de la classe ouvrière est gravement menacée par ces divisions entretenues par la classe capitaliste. Le PQ n'est pas en reste sur la question « identitaire » et continue de voir le voile islamique comme une menace. Le chef du PQ, Jean-François Lisée, a même proposé de construire une clôture pour empêcher les migrants d'entrer au Québec par le chemin Roxham situé à la frontière entre le Canada et les États-Unis !

Les fascistes agitent l'épouvantail de « l'islamisation »

Le projet des fascistes est de construire une société fermée, entourée de murs, de clôtures et de barbelés soi-disant pour empêcher une pseudo « invasion » de migrant-e-s en provenance des pays au sud (États-Unis, Mexique, Antilles), en fait pour créer une société policière et d'apartheid.

La Fédération des Québécois de souche affiche une nostalgie du catholicisme québécois traditionnel et se réclame du chanoine Lionel Groulx, figure du clérico-nationalisme au Québec. À côté des partis bourgeois prétendument démocratiques, se renforce une mouvance fasciste qui s'agite sur l'immigration, comme La Meute, les Soldats d'Odin, la Fédération des Québécois de souche, Horizon Québec Actuel, Atalante et Storm Alliance.

Ce sont surtout, là aussi, les musulmans qui sont visés, dénoncés comme incompatibles avec une « civilisation occidentale » mal définie (elle semble comprendre une religion chrétienne pourtant née au Proche-Orient). Mais d'une manière générale les immigrant-e-s non blancs et non-chrétiens sont décriés par ces racistes comme menaçant l'homogénéité de la nation québécoise. Cette racaille a organisé le 19 mai une action d'intimidation contre les demandeurs d'asile sur le chemin Roxham. Fort heureusement, des organisations antiracistes et de défense des droits des immigrant-e-s l'ont contrecarrée (8). L'influence du RN-FN français et du néofascisme européen se fait largement sentir parmi les « identitaires » québécois. On y trouve le même détournement du mécontentement social vers des boucs émissaires ; la même haine de l'islam et des musulman-e-s présentés comme des envahisseurs qui voudraient imposer leurs coutumes et détruire « notre » culture.

Une laïcité à géométrie variable

La preuve que la laïcité des fascistes et des partis bourgeois est un leurre est leur défense du crucifix à l'Assemblée Nationale. En octobre 2017, Québec Solidaire a déposé une motion pour retirer le crucifix du parlement québécois. Le PQ a appuyé cette motion, mais la CAQ s'est finalement déclarée favorable au maintien du crucifix en tant que partie du « patrimoine historique québécois ». Le gouvernement libéral de Couillard finance, comme le PQ avant lui, les écoles privées, en bonne partie religieuses, à 75 % (4). Les Églises et communautés religieuses restent exemptes de taxe.

On voit bien l'hypocrisie du discours sur la laïcité quand il est défendu par la classe dominante, qui s'en sert pour restreindre les droits démocratiques des im-

Libération d'Oleg Sentsov cinéaste emprisonné par Poutine !



Un cinéaste est entre la vie et la mort. Âgé de 41 ans, père de deux enfants, il a débuté une grève de la faim illimitée le 14 mai 2018, un mois tout juste avant l'ouverture de la Coupe du monde.

Oleg Sentsov est ukrainien, né à Simferopole, en Crimée, où il vivait avec sa femme et ses enfants jusqu'au 11 mai 2014, jour de son arrestation par le FSB, les services secrets de Russie.

Après un premier long-métrage, *Gaamer*, remarqué par la critique et primé dans de nombreux festivals de cinéma, Oleg Sentsov préparait son deuxième film, *Rhino*, lorsque Poutine a annexé la Crimée.

Il a dénoncé vigoureusement l'annexion. Pour cela, il a été enlevé puis torturé pendant trois semaines, avant de réapparaître non plus en Crimée ou en Ukraine, mais comme détenu comparaissant devant un tribunal russe... Malgré ses protestations, il est jugé comme citoyen russe et condamné à vingt ans d'emprisonnement dans un camp de travail forcé. D'où sa grève de la faim pour demander sa libération et celle de tous les prisonniers politiques ukrainiens emprisonnés en Russie...

migrant-e-s. Le port individuel d'un foulard islamique est proclamé une menace bien plus grande pour ces hypocrites qu'un symbole religieux qui trône dans la plus importante institution politique du Québec !

Front unique ouvrier pour la laïcité et l'internationalisme !

La classe ouvrière est la seule force démocrate conséquente à l'époque de l'impérialisme. Les travailleurs et travailleuses conscient-e-s doivent défendre sans compromis les droits des immigrant-e-s, y compris les femmes musulmanes portant le foulard ou voile islamique. Toute restriction à l'immigration est une attaque contre la classe ouvrière et nous devons défendre le droit à la libre circulation et celui de s'établir dans le pays de son choix. Les travailleurs immigrés sont une composante importante du prolétariat et le mouvement ouvrier doit prendre cette question vraiment au sérieux et combattre toute manifestation de racisme et de xénophobie, qu'elle vienne de la droite identitaire ou des gouvernements libéraux et sociaux-démocrates. Il ne faut pas être dupe des beaux discours « d'ouverture et de tolérance » de Justin Trudeau et Philippe Couillard qui se présentent faussement comme des défenseurs des immigrant-e-s, tout en les attaquant et en les expulsant allégrement.

Le nécessaire combat pour la laïcité doit être remis dans sa juste perspective : se débarrasser des vestiges de la domination du catholicisme au Québec et éliminer tout privilège pour quelque Église ou religion que ce soit (sans pour autant brimer le droit de professer ses croyances religieuses en privé et de porter des signes religieux). Il doit être dirigé par la classe ouvrière à la tête de tous les secteurs opprimés de la société et dans le cadre du combat plus large pour le renversement du système capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat comme première étape vers une société communiste sans classes.

Les organisations ouvrières (partis et syndicats) de tout le Canada doivent réaliser l'unité et engager le combat sur la base suivante :

Non aux quotas d'immigration ! Non aux expulsions ! Laissons entrer les travailleurs-ses, étudiant-e-s, réfugié-e-s!

Des emplois de qualité pour tous et toutes ! Autodéfense contre les racistes, xénophobes et homophobes de tout acabit !

Pour la séparation complète de l'Église et de l'État ! Pour le retrait du crucifix à l'Assemblée Nationale du Québec ! Pour la suppression de toute subvention et exemption de taxes aux Églises et communautés religieuses !

25 mai 2018

1. http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/doctrine-sociale-de-leglise-catholique/
2. http://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/lexique/crucifix.html
3. http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/la-greve-de-lamiante/, http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/932.html
4. https://www.lesoleil.com/actualite/education/les-ecoles-privees-financees-a-75--par-letat-revele-un-comite-6a589761fb025a8b9db81d746d5f761b
5. http://groupemarxiste.info/2017/05/18/pour-un-parti-ouvrier-revolutionnaire-et-internationaliste-au-canada-corep/#more
6. https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1101195/gouvernement-caq-conditions-supplementaires-immigrants
7. https://coalitionavenirquebec.org/fr/opinions/burkini-se-tenir-debout/
8. https://xaviercamus.com/2018/05/20/manif-de-lextreme-droite-a-lacolle-la-meute-presente/

Turquie : prise de position de PD pour les élections générales du 24 juin



Les travailleurs n'ont pas d'intérêt dans la lutte entre capitalistes pour le pouvoir

Le président de la République Erdoğan, le leader du bloc AKP–MHP, suite à des discussions avec le leader du MHP Bahçeli le 18 avril, a annoncé que les élections anticipées auraient lieu le 24 juin. Malgré de nombreuses déclarations précédentes affirmant le contraire, il y a de nombreuses raisons pour lesquelles le pouvoir Erdoğan a décidé de convoquer des élections à une date anticipée.

Le MHP fasciste participe au pouvoir sous forme d'une coalition qui ne porte pas son nom afin de pourvoir les postes de bureaucrates qui se sont libérés en particulier après le putsch raté de FETÖ du 15 juillet. Le principal facteur qui a poussé le MHP et l'AKP à prendre la décision d'organiser des élections anticipées est la volonté de consolider la base sociale et le potentiel électoral qui s'amenuisent de jour en jour avant que cela ne chute en-dessous des résultats voulus par le pouvoir. Le but de l'AKP de créer un climat nationaliste avec l'invasion d'Afrin et de profiter de ce climat n'a pas fonctionné. Le fait que les résultats de l'aggravation de la crise économique qui va de pair avec le soutien faiblissant des métropoles impérialistes se fassent sentir durement par les masses laborieuses inquiète au plus haut point le pouvoir politique. Cette alliance qui se nomme elle-même « *l'alliance du peuple* » (Cumhur İttifakı) repose sur la représentation directe des fractions monopolistes du capital qui s'incarnent dans la personne d'Erdoğan ainsi que des nouvelles fractions qui ont grossi sous le pouvoir de l'AKP. L'appel selon lequel les membres du capital seront représentés en tant que députés au Parlement avec l'AKP et l'insistance avec laquelle Erdoğan souligne que l'état d'urgence a été déclaré pour les patrons montre le pouvoir du capital sur lequel repose directement l'AKP.

En effet, alors qu'il était possible d'améliorer les conditions de vie de millions de personnes au salaire minimum, le fait d'avoir distribué 135 milliards de livres aux grandes entreprises, au capital monopoliste sous prétexte d'incitations n'exprime pas moins sur quelle classe repose l'AKP.

Les partis bourgeois CHP, le Bon parti (İYİ Parti), le Parti de la félicité (Saadet Partisi) et le Parti démocrate (Demokrat Parti) qui ont le soutien de la classe capitaliste restée en dehors du bloc de l'AKP, d'une partie de la bureaucratie et des métropoles impérialistes servent, sous le nom de « *l'alliance nationale* » (Millet İttifakı), à ce que des millions d'ouvriers et de travailleurs placent leur espoir à nouveau dans le Parlement.

Le besoin de juguler la colère des masses laborieuses a donné naissance à une opposition efficace avec d'une part le İYİ, parti de Meral Akşener dans le genre conservateur, comme aile droite de la politique du capital, et d'autre part le CHP, qui a entretenu avec sa marche pour la « *justice* » l'illusion pour des millions de travailleurs que l'ordre capitaliste pouvait être changé par la voie parlementaire tout en respectant l'ordre du capital.

Les différentes cliques bourgeoises n'ont rien à offrir aux travailleurs

Dans le monde entier la crise économique du pouvoir du capital s'aggrave et quel que soit le parti bourgeois qui arrivera au pouvoir, il n'aura rien d'autre à offrir aux travailleurs qu'une potion amère. Malgré les discours électoraux remplis de promesses, ils ne parviennent pas à proposer de solution concrète aux problèmes économiques. Leurs discours, leurs promesses généreuses ne sont qu'un mensonge digne de celui qui sifflote dans un cimetière. Dans le contexte des élections il n'y a aucun parti de gauche qui avance la revendication centrale de « *faire payer la facture de la crise aux patrons* ». Cela montre clairement le rôle des partis qui occupent le terrain électoral en tant que composantes de la classe capitaliste. Alors qu'il est

clair qu'aucun pouvoir capitaliste, avec ou sans l'AKP, ne parviendra pas à sauver les millions de travailleurs, d'exploités et d'opprimés, ce n'est pas la tâche des communistes que de répandre avec une insistance l'illusion que ces élections offriront une issue.

Le parlement et les élections ne constituent pas le centre de la lutte des classes

L'attitude à adopter face au Parlement et aux élections, qui sont les organes les plus importants de l'État bourgeois pour semer des illusions, est un problème tactique important pour le mouvement communiste. Les thèses sur le Parlement et le parlementarisme qui ont trouvé corps dans les 4 premiers congrès de l'Internationale communiste continuent à être une boussole pour nous les révolutionnaires communistes.

> *Pour les communistes, de nos jours, le parlement ne peut en aucun cas être le théâtre d'une lutte pour des réformes et pour l'amélioration de la condition de la classe ouvrière, alors que dans la période passée, cela arrivait parfois. Aujourd'hui, le centre de la vie politique est définitivement extérieur au parlement. D'un autre côté, en raison des relations au sein de la classe bourgeoise et de ses rapports avec les masses laborieuses, la bourgeoisie a besoin de faire approuver certaines de ses actions au parlement où les coteries se disputent le pouvoir, manifestent leurs forces et faiblesses, se compromettent, etc.*
>
> *Aussi le devoir historique de la classe ouvrière est d'arracher ces institutions des mains des classes dirigeantes, de les détruire et de les remplacer par les nouveaux organes du pouvoir prolétarien. L'état-major révolutionnaire de la classe ouvrière est d'ailleurs profondément intéressé à avoir dans les institutions parlementaires de la bourgeoisie des éclaireurs qui faciliteront cette tâche de destruction. Telle est la principale différence entre la tactique des communistes qui vont au Parlement avec un but révolutionnaire et celle du parlementarisme socialiste dont le présupposé est la stabilité future du régime. Le parlementarisme socialiste considère que c'est sa tâche d'obtenir des réformes coûte que coûte et cherche à inscrire toute conquête des masses à son compte.* (2e congrès de l'Internationale communiste, *Le parti communiste et le parlement,* août 1920)

Comme le souligne le deuxième congrès de l'Internationale communiste, à l'époque de l'impérialisme les parlements ne sont plus du tout l'organe de direction politique du pouvoir bourgeois. Les parlements qui avaient une fonction constitutive, particulièrement durant la période ascendante du capitalisme, ne servent plus qu'à créer des illusions chez les masses. En fait cette situation résume l'attitude à adopter vis-à-vis des élections comme l'a exprimé Engels lorsqu'il disait que le suffrage universel permet seulement de mesurer la maturité politique de la classe ouvrière. Cela ne signifie pas que les communistes doivent rester silencieux durant cette période où la politisation des masses tend à augmenter. En effet, comme l'a conseillé l'Internationale communiste, ils participent aux élections législatives, présentent des candidats ouvriers. Mais leur but, plutôt que semer l'illusion que le pouvoir peut être obtenu par les élections et que cela peut servir à changer quelque chose, est d'affronter politiquement la bourgeoisie et de diffuser la propagande qui affirme qu'il faut détruire les parlements.

Ceux qui ont une attitude inverse sont condamnés à rester des opportunistes se comportant de façon hypocrite au sujet de la théorie marxiste de l'État. Alors que l'État est né comme étant le produit des oppositions irréconciliables de classe et qu'il a construit sous le capitalisme un appareil de répression fondé sur les hauts fonctionnaires, les prisons et les forces de police, le fait de prétendre que le Parlement et les élections peuvent les changer signifie être serviteur de la bourgeoisie dans la lutte des classes. En effet, démocratie veut dire souveraineté d'État. Et tout État correspond à la domination d'une classe. Il existe plusieurs voies pour faire perdurer une domination de classe, et ce que l'on appelle la démocratie est l'une de ces voies, tout comme le fascisme…

La voie pour construire ou pour arrêter un pouvoir qui devient de plus en plus autoritaire comme celui de l'AKP–Erdoğan ne passe pas par le Parlement ni par les élections. Le partage impérialiste du monde a changé et cela a porté l'AKP au pouvoir il y a 16 ans. Dans le processus électoral, même la restauration éventuelle du régime se fera en fonction des besoins du capital turc dans le cadre de l'ordre impérialiste. Pour cette raison, le centre de la lutte n'est pas le Parlement de l'État du capital ; la place des révolutionnaires est dans les usines. Nous voulons organiser notre volonté révolutionnaire là où se vivent l'exploitation et la pauvreté. Nous luttons pour que la possibilité de révolution prolétarienne soit dans la vie de la classe ouvrière. C'est là l'endroit principal qui permettra à nos revendications de résonner à nouveau dans les rues et les usines et qui permettra à nos actions de se transformer en révolte de masse. Ce qui va permettre de concrétiser tout notre programme est la construction organisée d'une révolte de masse des ouvriers comme celle des ouvriers métallurgistes de 2015 ainsi que des revendications et une organisation révolutionnaire qui permettront de diriger cette révolte vers des objectifs justes.

Il n'y a pas de choix pour les travailleurs dans ces élections

Dans les élections où il n'y a pas de parti révolutionnaire, c'est-à-dire la classe ouvrière organisée et consciente, tous les partis serviront à organiser l'ordre d'ex-

ploitation et à renouveler sa légitimité. « *Pas de voix pour les réparateurs de l'ordre !* » et « *Non à l'opération de blanchiment de l'ordre !* » sont les mots d'ordre que doivent porter les communistes révolutionnaires contre la dictature de la bourgeoisie appelée système présidentiel, ou quel que soit le nom qu'elle porte. Aucun des blocs bourgeois décrits ci-dessus ne peut donner des droits supplémentaires aux travailleurs et à la classe ouvrière, ni satisfaire aucune revendication. Car l'ordre du capital ne peut survivre qu'avec une exploitation et une répression renforcées, dans le cadre des crises économiques du capitalisme. La seule chose que tous ces partis du capital, face à l'effondrement économique, puissent offrir aux millions d'ouvriers et travailleurs est d'accepter la potion amère et chercher à imposer plus de pauvreté et de faim avec l'excuse qui consiste à dire « *nous sommes sur le même bateau* ». Tant qu'il n'y aura pas de mouvement axé sur la classe pour déchirer ce tableau et présenter ses candidats, la revendication des révolutionnaires communistes sera « *Pas de voix pour les partis et candidats du capital !* ».

Remarque sur le parti HDP

Si nous nous plaçons du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, nous pouvons résumer la position du HDP ainsi : en tant que parti bourgeois participant aux élections, le HDP n'a rien de concret à proposer à la classe ouvrière et aux travailleurs, et il suit une politique qui cherche à rester compatible avec les fractions libérales du capital. De plus, même si le HDP met en avant sur les réseaux sociaux un langage populaire comme #ÇASUFFIT ou #ONENAASSEZ une attitude anti-Erdoğan, au fond il ne parviendra pas à être autre chose que le soutien de l'opposition bourgeoise, car il prend pour cible seulement une partie du capital. Le HDP explique soutenir les opprimés et les discriminés et cherche à adopter une attitude de « *parti de Turquie* ». Oui, mais le parti de quelle Turquie ?

Les options possibles et notre attitude

Avec les conditions de l'état d'urgence, il est impossible que les élections puissent avoir lieu de façon juste et efficace même du point de vue du droit bourgeois dans le contexte d'un régime de non-droit. Les blocs bourgeois cherchent à empêcher une crise de régime et comme dans toutes les initiatives des partis bourgeois, ils essayent de relégitimer le système. Dans une société de classes, il n'y a pas de « *nation* » en tant que structure sociopolitique homogène. Plutôt, au sein de chaque nation, il y a des classes qui ont des intérêts et des droits opposés. En tant que parti de l'ordre du capital, le HDP, qui essaye d'être un acteur institutionnel du système bourgeois, ne doit pas être soutenu par les communistes révolutionnaires sur cette orientation.

Il faut dire que le programme du HDP, même s'il prétend défendre tous les discriminés, même s'il porte un parfum *« de gauche »* et de « *défense des opprimés* », est au fond un programme bourgeois. L'attitude et le comportement dominants en son sein consistent à réparer le système, à viser un capitalisme plus « *humain* ». En effet, le sens qu'ils donnent aux élections et au Parlement fait ressortir la véritable position et l'attitude du HDP en termes de classes. D'un autre côté, la base sociale de ce parti est constituée par les Kurdes pauvres, et il porte le soutien de millions de travailleurs. Mais, malgré ce soutien de masse, son corps principal et son centre idéologique le situent en tant que parti libéral bourgeois. Il se fait le porte-parole politique d'une partie importante de la bourgeoisie kurde et de toutes sortes de libéraux de droite ou de gauche d'hier qui disent « *ça ne suffit pas mais d'accord* ».

Nous considérons le HDP comme le représentant des revendications démocratique du peuple opprimé. Même si ce parti a un programme bourgeois, il s'agit d'un parti bâti sur la légitimité obtenue grâce à la lutte et à la résistance sur tous les plans de la vie par les paysans kurdes pauvres des montagnes et des travailleurs kurdes exilés dans les villes, car ils ne possédaient plus rien. Bien sûr, les revendications du peuple kurde en tant que nation opprimée sont des revendications démocratiques bourgeoises comme l'accès à l'égale citoyenneté ou l'éducation dans sa langue natale et il est naturel qu'elles soient exprimées par un parti bourgeois comme le HDP. Le fait que le mouvement politique kurde ait gagné le droit de participer aux élections législatives bourgeoises, et avant cela de négocier et de lutter, a été obtenu en payant un lourd tribut. De cette manière, le HDP qui a gagné du soutien en raison de sa représentation politique du peuple kurde et pour avoir porté ses revendications démocratiques, a le mérite particulier de s'être opposé de façon efficace aux efforts d'institutionnalisation du système présidentiel du pouvoir Erdoğan-AKP et d'avoir payé un prix très élevé pour cela.

Précisément sur ce point, la politisation du peuple kurde, le fait que même en voulant appliquer un programme compatible avec l'ordre le HDP ne soit pas accepté par la dictature bourgeoise dominante, a créé une impasse pour la dictature de la bourgeoisie et placé la question nationale kurde à une échelle régionale et mondiale. Si nous nous plaçons du point de vue des revendications du peuple opprimé, comme communistes révolutionnaires, nous pouvons formuler notre position ainsi : soutien au HDP. Ce soutien ne signifie bien sûr pas un soutien à son programme ou à son bloc politique de la gauche, mais un soutien en raison de la légitimité et de la justesse des revendications démocratiques du peuple kurde.

Aucune voix pour les réparateurs de l'ordre !

Non à l'opération de blanchiment de l'ordre !

Nous allons bâtir un monde communiste !

3 juin 2018

Patronsuz Dünya (Monde sans patrons)

https://www.patronsuzdunya.com/

Turquie : liberté pour Kadir Çınar !



Suite des protestations contre l'emprisonnement de Kadir publiées dans le précédent numéro de *Révolution communiste*.

Communiqué du DSIP / Turquie

Kadir Çınar du groupe Patronsuz Dünya a été mis en détention sans motif après avoir été arrêté et placé en garde à vue en raison de ses partages sur les réseaux sociaux. Kadir Çınar du groupe Patronsuz Dünya a été enlevé à la suite d'un raid à son domicile le 29 avril à Bursa. Çınar, qui a été maintenu en garde à vue jusqu'au 2 mai, a été placé en détention provisoire pour ses partages sur les réseaux sociaux et son dossier est secret. Kadir Çınar est un militant trotskyste et un jeune travailleur du secteur alimentaire et il a aussi été pendant un temps le représentant de Bursa du syndicat DİSK Dev-Turizm İş.

3 mai 2018, DSİP
(Parti ouvrier socialiste révolutionnaire)

Lettre du GKK / Autriche à l'ambassadeur

Votre gouvernement a procédé à une vague d'arrestations à la veille du 1er mai, journée internationale des travailleurs, dans plusieurs villes. Parmi les victimes de cette répression figure Kadir Çınar, arrêté à son domicile dans la nuit du 29 avril à Bursa. Kadir Çınar est un travailleur (cuisinier de restaurant), un militant syndical (membre de Dev Turizm İş). Les policiers l'ont accusé de se référer à Trotsky et d'avoir diffusé ses idées sur les réseaux sociaux, comme s'il s'agissait d'un crime. Le tribunal l'a placé en détention le 2 mai. Il est en isolement et son dossier est secret. Nous demandons la libération de Kadir Çınar et de tous les militants du mouvement ouvrier ou des minorités opprimées, sans aucune sanction ni inculpation !

8 mai 2018, GKK (Groupe lutte de classe–CoReP)

Motion de la Coordinadora Obrera Sindical–Asamblea comarcal de l'Horta / Espagne

La veille du 1er mai, le gouvernement de Turquie a arrêté 84 personnes dans différentes villes dans une nouvelle phase de répression contre des citoyens qui luttent pour les droits des travailleurs ou pour la défense des libertés démocratiques et des peuples opprimés comme les Kurdes. Parmi les emprisonnés figure Kadir Çınar, arrêté à son domicile dans la nuit du 29 avril à Bursa. Kadir Çınar est un travailleur (cuisinier de restaurant), un militant syndical (membre de Dev Turizm İş) et un internationaliste. La police l'a accusé de diffuser ses idées sur les réseaux sociaux. La liberté de pensée et d'expression est gravement mise en cause par son incarcération. Pour cette raison, nous affirmons notre solidarité avec Kadir Çınar et demandons sa libération immédiate et la levée des poursuites, ainsi que celle de tous les prisonniers qui, comme lui, luttent pour les droits de la classe ouvrière et la fin de toute oppression.

Valence, 12 mai 2018
COS (Coordination ouvrière syndicale)

Appel de la LCT / Argentine à toutes les organisations syndicales, de chômeurs, d'étudiants et aux personnalités

Kadir Çinar est un militant et un responsable syndical d'origine turque qui est maintenu en prison, sans inculpation à ce jour. La justification par la police de son arrestation le 29 avril est d'avoir diffusé des idées socialistes sur les réseaux sociaux. Pour manifester notre solidarité et notre coordination internationale avec Patronsuz Dunya (le parti dont il est membre), nous vous proposons d'envoyer une lettre de protestation à l'ambassade de Turquie de Buenos-Aires.

18 mai 2018, LCT (Ligue communiste des travailleurs)

Résolution de l'OKDE / Grèce

À la veille du 1er mai, journée internationale des travailleurs, le travailleur Kadir Çınar a été arrêté à son domicile, dans le cadre d'une série d'arrestations lancée par le gouvernement AKP. Kadir est un cuisinier et un militant syndical, connu pour ses idées marxistes. Son seul crime est de se référer à Trotsky et au marxisme dans son activité et sur les réseaux sociaux. Le tribunal l'a placé en détention le 2 mai. Il est en isolement et son dossier est secret. C'est une attaque brutale contre les libertés élémentaires et contre le mouvement ouvrier de Turquie. Nous soulevons la question dans les syndicats, le mouvement ouvrier, les organisations de jeunesse de Grèce. Nous demandons la libération immédiate de Kadir Çınar et l'abandon de toutes les poursuites à son égard. Nous exprimons notre solidarité à toute la classe ouvrière, à la jeunesse et aux opprimés de Turquie et à leurs luttes. Contre notre ennemi commun, les impérialistes et les classes capitalistes réactionnaires, contre les menaces du nationalisme, de la guerre et de la répression, nous appelons au développement de la lutte commune et internationaliste.

Athènes, le 23 mai 2018, OKDE (Organisation des communistes internationalistes de Grèce)

Motion de la section CGT-FO du Centre hospitalier Esquirol

Le gouvernement turc a procédé à une vague d'arrestations à la veille du 1er mai, journée internationale des travailleurs, dans plusieurs villes. Parmi les victimes de cette répression figure Kadir Cinar, arrêté à son domicile dans la nuit du 29 avril à Bursa. Kadir Cinar est un travailleur (cuisinier de restaurant), un militant syndical (membre de DEV Turizm Is). Les policiers l'ont accusé de se référer à Trotsky et d'avoir diffusé ses idées sur les réseaux sociaux, comme s'il s'agissait d'un crime. Le tribunal l'a placé en détention le 2 mai. Il est en isolement et son dossier est secret. Nous demandons la libération de Kadir Cinar et de tous les militants du mouvement ouvrier ou des minorités opprimées, sans aucune sanction ni inculpation !

Limoges, 12 juin 2018

Lettre de l'UD Retraités FO de la Haute Vienne à l'ambassadeur

Votre gouvernement a procédé à une vague d'arrestations à la veille du 1er mai, journée internationale des travailleurs, dans plusieurs villes. Parmi les victimes de cette répression figure Kadir Cinar, arrêté à son domicile dans la nuit du 29 avril à Bursa. Kadir Cinar est un travailleur (cuisinier de restaurant), un militant syndical (membre de DEV Turizm Is). Les policiers l'ont accusé de se référer à Trotsky et d'avoir diffusé ses idées sur les réseaux sociaux, comme s'il s'agissait d'un crime. Le tribunal l'a placé en détention le 2 mai. Il est en isolement et son dossier est secret. Nous demandons la libération de Kadir Cinar et de tous les militants du mouvement ouvrier ou des minorités opprimées, sans aucune sanction ni inculpation !

12 juin 2018

Motion du SNPREES-FO du Bas Rhin à l'ambassadeur de Turquie pour la libération immédiate de Kadir Çınar

Le gouvernement turc a procédé à une vague d'arrestations à la veille du 1er mai, journée internationale des travailleurs, dans plusieurs villes. Parmi les victimes de cette répression figure Kadir Çınar, arrêté à son domicile dans la nuit du 29 avril à Bursa. Kadir Çınar est un travailleur (cuisinier à Genç Gıda), un militant syndical (membre de Dev Turizm İş) et politique. Les policiers l'ont accusé de se référer à Trotsky et d'avoir diffusé ses idées sur les réseaux sociaux, comme s'il s'agissait d'un crime. Le tribunal l'a placé en détention le 2 mai. Il est en isolement et son dossier est secret. Nous demandons la libération de Kadir Çınar et de tous les militants du mouvement ouvrier ou des minorités opprimées, sans aucune sanction ni inculpation !

Strasbourg, le 14 juin 2018

Motion de SUD Éducation de l'Oise

Le syndicat SUD Education de l'Oise réuni en assemblée générale exige des autorités turques la libération immédiate de tous les syndicalistes qui viennent d'être arrêtés en Turquie, dont Kadir Cinar. Sud Education Oise met en garde contre une nouvelle phase répressive s'en prenant aux syndicalistes, et au mouvement ouvrier politique et syndical, et appelle à l'organisation d'une campagne internationale de solidarité. Sud Education Oise rappelle son attachement aux valeurs de libertés d'expression et d'opinion.

Beauvais, le 18 juin 2018

Motion du SneSup FSU de la Marne

Le gouvernement islamiste d'Erdoðan a procédé à 84 arrestations à la veille du 1er mai dans plusieurs villes de Turquie. Parmi les victimes de la répression, nos camarades de Patronsuz Dünya nous signalent que figure Kadir Çýnar, arrêté à son domicile dans la nuit du 29 avril à Bursa. Kadir est un travailleur (cuisinier à Genç Gýda), un militant syndical (il était représentant syndical de Dev Turizm Ýþ), un révolutionnaire et un internationaliste. Les policiers l'ont accusé de se référer à Trotsky et d'avoir diffusé ses idées sur les réseaux sociaux. Le tribunal l'a placé en détention le 2 mai. Il est en isolement et son dossier est secret. Libération de Kadir Çýnar, de tous les prisonniers du mouvement ouvrier et du mouvement kurde, sans aucune sanction ni inculpation !

Reims, le 25 juin 2018

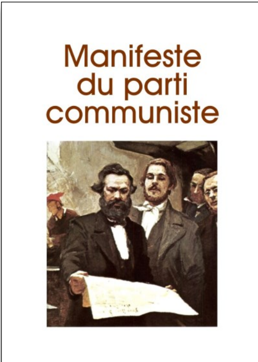
1848 : la révolution en Europe et la Ligue des communistes

> *Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance pour traquer ce spectre : le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne.* (*Manifeste du parti communiste,* 1847)

Le *Manifeste du parti communiste* est écrit par Marx fin 1847 à la demande du 2e congrès de la Ligue des communistes (LC). Le programme est imprimé en allemand par des ouvriers de la LC à Londres en février 1848. Dans le titre, « parti communiste » ne désigne pas une organisation précise, mais plutôt le mouvement communiste dont l'expression la plus structurée et la plus avancée est la Ligue qui regroupe moins de 100 militants et qui est clandestine par force.

Dans l'immédiat, la LC, tout en affirmant la nécessité pour le prolétariat de se constituer en classe, envisage une collaboration avec la fraction libérale de la bourgeoisie et la fraction démocratique de la petite-bourgeoisie contre les monarchies, les aristocraties et les clergés.

> *En France, les communistes se rallient au parti démocrate-socialiste contre la bourgeoisie conservatrice et radicale, tout en se réservant le droit de critiquer les phrases et les illusions léguées par la tradition révolutionnaire... En Allemagne, le parti communiste lutte en accord avec la bourgeoisie, toutes les fois que la bourgeoisie agit révolutionnairement contre la monarchie absolue...* (LC, *Manifeste du parti communiste,* 1847)



Cahier révolution communiste n° 13

Le but immédiat de la Ligue des communistes est de créer les conditions économiques et politiques les plus favorables à la classe ouvrière : suppression des barrières féodales au développement économique, libertés démocratiques, unification de l'Allemagne, indépendance de la Pologne, refoulement du tsarisme...

Février 1848 : révolution en France

En France, une fraction réduite de la haute-bourgeoisie (de la banque, des grandes propriétés foncières, des mines, des chemins de fer) tient depuis 1830 les rênes du pouvoir. Sa rapacité, son caractère parasitaire et ses manigances spéculatives exaspèrent les autres fractions de la bourgeoisie, industrielle et commerciale, tenues en minorité politique, et encore plus les classes intermédiaires (artisans, commerçants, paysans...) souhaitant la fin du suffrage censitaire. En 1846, des mauvaises récoltes de céréales et des maladies de la pomme de terre entrainent des crises de subsistance au sein des classes laborieuses. Par suite, en 1847, l'affaiblissement des stocks provoque la flambée des prix et des émeutes de la faim. À cela, vient s'ajouter une crise financière qui fait suite à l'éclatement d'une bulle spéculative dans les chemins de fer. Le resserrement du crédit conduit aux faillites d'entreprises capitalistes, jetant au chômage de nombreux ouvriers, notamment à Paris.

Guizot, président du Conseil des ministres, interdit le banquet de l'opposition prévu le 22 février 1848 à Paris. La mesure suscite une manifestation massive d'étudiants et d'ouvriers. Le lendemain, le mécontentement populaire est aggravé par la fusillade par l'armée d'une cinquantaine d'insurgés. Le roi Louis-Philippe est acculé et abdique le 24 février. Les artisans, les ouvriers et les étudiants en armes, qui ne voulaient pas revivre l'escamotage de la révolution de 1830, imposent aussitôt aux représentants politiques de la bourgeoisie d'instaurer la République.

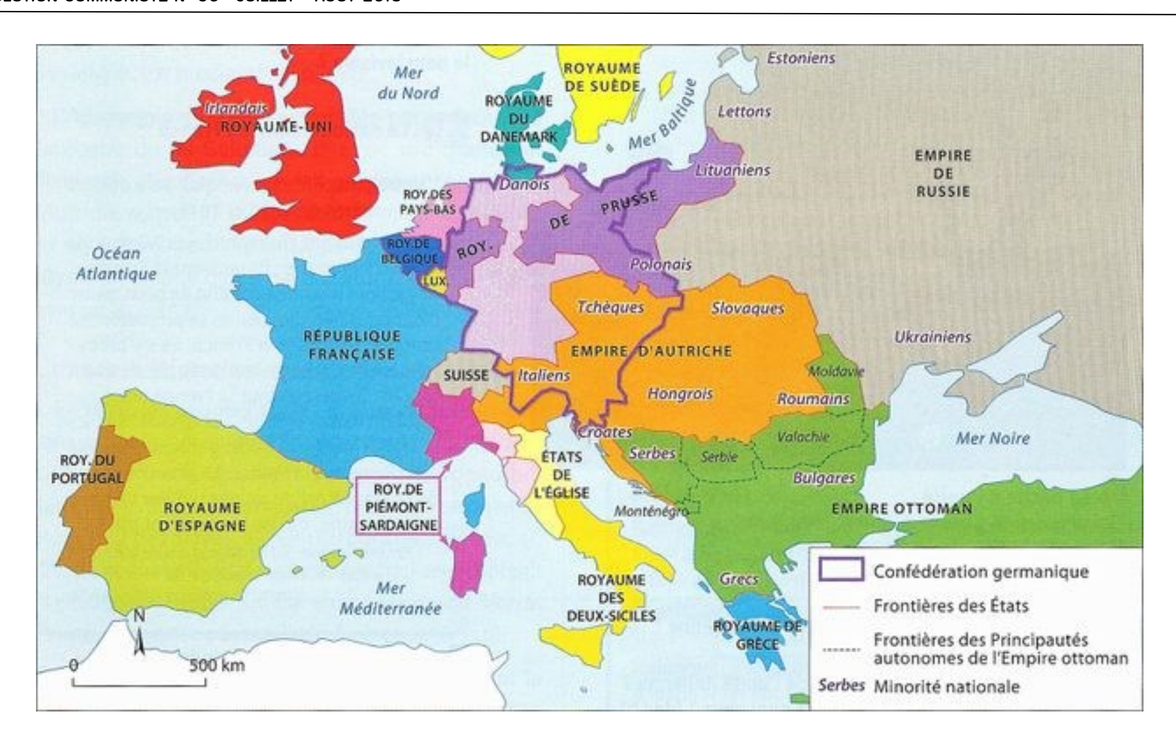
En mettant fin à la monarchie, en obtenant les libertés politiques et en arrachant le suffrage universel masculin, le prolétariat parisien montre qu'il est le moteur du progrès même s'il joue encore le rôle de pression sur la bourgeoisie libérale.

Alors, les émigrés allemands et polonais se divisent : les uns, avec Bakounine et Herweg, forment l'Association démocratique allemande qui prépare, avec le soutien du gouvernement provisoire de Lamartine qui veut se débarrasser des révolutionnaires, une Légion des démocrates allemands pour mener une guerre révolutionnaire en Allemagne et contre la Russie ; les autres, avec Marx, Schapper, Bauer, Engels, Moll et Wolff constituent, en réponse, un Club des ouvriers allemands qui préconise l'incorporation à la lutte du prolétariat en France ou en Allemagne.

Mars 1848 : révolution en Italie, en Autriche et en Allemagne

La Ligue et le Club ont raison : la tentative d'intervention militaire en Allemagne est écrasée facilement en avril, alors que le soulèvement du prolétariat français insuffle un élan révolutionnaire à travers la Confédération germanique et presque dans toute l'Europe. La révolution qui a débuté en Suisse en 1847 n'épargnera que la périphérie du continent, encore peu capitaliste à l'époque : Empire russe, Empire ottoman, Grèce et Scandinavie.

L'empire d'Autriche est secoué par des revendications démocratiques et nationales en Pologne, en Hongrie, en Tchéquie et en Croatie. Vienne se soulève les 13 et 14 mars. En Allemagne, le 3 mars, le soulèvement pacifique conduit à Cologne par Gottschalk et Willich est victorieux. Le soulèvement de Berlin, les 16-18 mars, contraint le roi de Prusse à accorder plusieurs conces-



sions dont la liberté de la presse. Le 19 mars, le roi de Bavière abdique. Un pré-parlement de toute l'Allemagne se réunit à Francfort le 30 mars ; il se transforme en Assemblée constituante le 15 mai. Une Assemblée nationale prussienne se réunit à partir du 22 mai.

Le comité central de la Ligue des communistes publie en mars un programme d'action pour l'Allemagne, les *Revendications du parti communiste allemand*. Une fois rentrés d'exil, la plupart des membres de la LC construisent, avec ceux qui militaient sur place dans la clandestinité, des associations ouvrières qui préfigurent les conseils ouvriers de la révolution allemande de 1918-1919.

> *Les révolutions de mars en Allemagne déclenchent une véritable floraison d'associations ouvrières qui rapidement regroupent des centaines voire des milliers de membres.* (Claudín, *Marx, Engels et la Révolution de 1848*, 1975)

Marx et Engels choisissent de s'installer en avril à Cologne, la capitale de la Rhénanie relativement démocratique où Marx avait été rédacteur en chef de l'ex-*Rheinische Zeitung*, la *Gazette rhénane* interdite par la monarchie prussienne en 1843. Ils adhérent à l'Association démocratique et publient le journal *Neue Rheinische Zeitung* (*Nouvelle gazette rhénane*) qui se veut *« l'organe de la démocratie »*.

Marx et Engels dissolvent, en mai ou juin 1848, la Ligue qui leur parait dépassée en tant qu'organisation clandestine. Leur quotidien jouit rapidement d'une audience nationale : il s'attèle à promouvoir les démocrates de tous les pays d'Europe, tant Marx et Engels pressentent que la victoire de la bourgeoisie allemande n'est pas concevable sans une guerre révolutionnaire contre l'intervention armée contre-révolutionnaire du tsarisme. Le tandem s'efforce de pousser en avant une partie de la bourgeoisie allemande contre la monarchie absolue.

Ainsi, à son début, le quotidien néglige la classe ouvrière. Par contre, deux autres militants de la LC, Moll et Schapper, rejoignent l'Union ouvrière de Cologne.

Juin 1848 : de la contre-révolution en France à l'attentisme en Allemagne et en Autriche

Malgré l'illusion lyrique d'une fraternité de façade entre exploiteurs et exploités, malgré l'avènement de la IIe République, les ouvriers ne désarment pas et maintiennent la pression sur le gouvernement provisoire. Ils réclament la réduction de la journée de travail à 10 heures et la création d'un ministère du Travail. Mais ce gouvernement est majoritairement composé de républicains bourgeois modérés. Les rares membres démocrates socialistes comme Ledru-Rollin et Blanc n'obtiennent que la mise en place d'une commission et la création le 28 février des Ateliers nationaux (des grands travaux pour embaucher les chômeurs).

Les élections de l'Assemblée constituante du 4 mai dans un pays où la paysannerie l'emporte nettement encore sur le prolétariat donnent une majorité conservatrice (regroupée autour du quotidien *Le National*), avec une minorité réactionnaire (monarchistes plus ou moins ouverts) et une autre progressiste (vaguement socialiste). Le lendemain des élections, une manifestation ouvrière se déroule à la mairie de Rouen ; les travailleurs sont réprimés par la garde nationale (la milice de la bourgeoisie) et la cavalerie (l'armée héritée de la monarchie). Les canons détruisent les barricades qui s'ensuivent dans les quartiers populaires. Le 15 mai, une manifestation parisienne en faveur de la Pologne déborde tous les dirigeants des travailleurs, y compris Blanqui, et occupe l'Assemblée. La répression qui s'ensuit décapite le mouvement révolutionnaire.

La dissolution des ateliers nationaux, concession insupportable pour le nouveau gouvernement issu de l'Assem-

blée, provoque le soulèvement des ouvriers parisiens le 23 juin. L'armée de la République et la garde nationale, dirigées par le général Cavaignac, massacrent plus de 4 000 insurgés et en fusillent 1 500 autres sans jugement. En tout, 40 000 personnes sont tuées, condamnées ou déportées pendant la contre-révolution. Malgré la défaite, le soulèvement de Juin marque une grande étape dans l'indépendance du mouvement ouvrier, après les premiers pas accomplis par le chartisme britannique et l'insurrection des canuts. La classe ouvrière s'est battue pour sa propre cause… et elle a trouvé en face d'elle la classe de ses exploiteurs, prête à la plus grande violence au nom de l'ordre et de la « démocratie ».

> *Après Juin, révolution voulait dire : subversion de la société bourgeoise, alors que, avant Février, cela avait signifié : subversion de la forme de l'État.* (Marx, *Les Luttes de classes en France,* 1850)

Tout comme Février fut le déclencheur des révolutions allemandes et autrichiennes, Juin va en sonner le reflux. Dès lors que la bourgeoisie prussienne acquit le droit d'être associée au pouvoir monarchique, elle s'empresse de refermer l'issue derrière elle. La classe ouvrière, ainsi que la petite-bourgeoisie, restent sur le pas de la porte, leurs revendications de progrès et de justice sociale faisant long feu.

Le trône est épargné par les bourgeois libéraux. L'appareil bureaucratique de l'État absolutiste prussien (l'état-major, l'administration civile, l'armée et la police) est préservé. Deux capitalistes rhénans, Camphausen et Hansemann, conduisent les affaires gouvernementales de la Prusse en espérant que l'agitation ouvrière, qui leur fait tant horreur, soit calmée par une simple révolution de palais. L'agitation ouvrière, la diffusion des idées communistes, le soulèvement ouvrier français de juin refroidissent les ardeurs des représentants politiques des capitalistes.

À la gauche de la bourgeoisie libérale, le parti démocratique, dominé par la petite-bourgeoisie des commerçants et des boutiquiers, rassemble dans les premiers temps la majorité des travailleurs. Il réclame la reconnaissance de l'assemblée nationale allemande, le parlement de Francfort-sur-le-Main, à côté de la Diète prussienne. Or cette dernière, représentant l'absolutisme déchu, n'avait nullement l'intention de s'effacer à son profit. Les tergiversations de la bourgeoisie libérale, majoritaire au parlement de Francfort, sa passivité face à la réaction, son manque d'énergie à poursuivre le combat révolutionnaire pour établir, non sur le papier mais dans les faits, l'unité allemande, provoquent contre elle l'indignation populaire et consolident le système contre-révolutionnaire un temps ébranlé.

La Révolution de 1848 favorise les idées d'indépendance nationale parmi les peuples opprimés. L'Irlande souffre de la famine et de l'oppression britannique ; en juillet 1848, l'organisation Young Ireland se soulève pour arracher l'indépendance mais les insurgés sont massacrés par la police britannique et les survivants sont déportés. La noblesse et l'intelligentsia polonaises réclament le retour aux frontières d'avant 1772. Les éléments révolutionnaires les plus avancés en Allemagne considèrent cette perspective comme nécessaire pour entretenir le mouvement continental et soutiennent les Polonais. Mais le parti bourgeois majoritaire à l'Assemblée n'a aucune envie d'un conflit avec la monarchie prussienne et l'autocratie russe. Au mépris de leurs promesses, Frédéric-Guillaume IV et le premier ministre libéral Camphausen décident en avril d'annexer unilatéralement une partie du territoire de la Pologne. L'armée prussienne écrase la révolte des Polonais conduite par Dombrovski.

La *Neue Rheinische Zeitung*, d'une part, affirme son soutien aux insurgés français de juin et, d'autre part, fustige l'attitude conciliatrice de l'Assemblée constituante allemande, de l'Assemblée constituante prussienne et du gouvernement de Camphausen. La bourgeoisie rhénane retire son soutien au quotidien.

Octobre 1848 : contre-révolution en Europe centrale

Au plus fort de la poussée révolutionnaire à Vienne, l'empereur et sa cour se réfugient en mars 1848 à Innsbruck. Ferdinand Ier sacrifie le comte Metternich. Le 27 avril, il abolit le servage. À l'abri des troupes du maréchal Radetzky, qui les protègent de l'armée sardo-lombarde, la camarilla peut intriguer avec les chefs slaves et réorganiser l'armée dispersée dans les différentes provinces de l'empire. La bourgeoisie pense la partie gagnée sur la noblesse et s'occupe à rétablir l'ordre et la tranquillité nécessaires à la conduite de ses affaires.

Le 27 juin, l'armée autrichienne du général Windischgrätz écrase le soulèvement des ouvriers et des étudiants tchèques. Elle bat la coalition italienne, dont le Pape et plusieurs princes italiens se sont retirés, à Custoza le 25 juillet. Après la réunion de l'Assemblée constituante, fin juillet, la cour peut rentrer à Vienne. Revigorée par les victoires de Radetzky en Italie, elle se sent assez forte pour affronter le torrent populaire. Aidée par la Garde nationale, constituée de bourgeois, elle mate une manifestation ouvrière fin août. La bourgeoisie libérale rompt elle-même l'alliance de classes qui donnait sa force à la révolution.

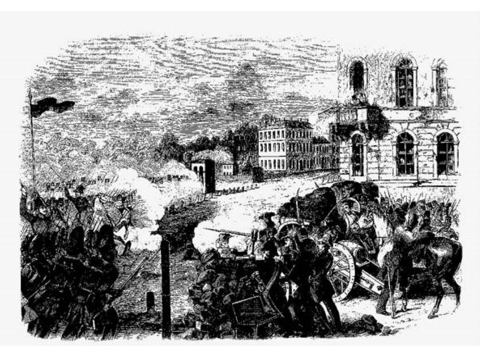
En octobre, la monarchie dissout la Diète hongroise ; le général Jelacic, déjà gouverneur de la Croatie, est promu à la tête de la Hongrie. Mais à Vienne, le peuple et la garde nationale se soulèvent contre le coup militaire. Une fois encore, la cour doit s'enfuir. Elle trouve refuge à Olmütz, au coeur des provinces slaves, position plus avantageuse encore que dans le Tyrol. Battu

près de Budapest par l'armée hongroise, Jelacic bat en retraite et opère sa jonction avec le général Windischgrätz. Ils marchent ensemble sur Vienne où ils écrasent le 2 novembre l'insurrection car les ouvriers autrichiens ont été désarmés précédemment par la bourgeoisie et parce que l'Assemblée constituante refuse d'appeler à son secours les troupes hongroises. L'insurrection d'octobre à Vienne est le dernier souffle du printemps révolutionnaire et sa défaite, le 1er novembre, décide du même coup du sort de l'Allemagne et de la Hongrie.

Le 10 décembre 1848, Louis-Napoléon Bonaparte est élu président en France avec 5,5 millions de voix (contre 1,5 million pour le républicain modéré et général massacreur d'ouvriers Cavaignac, 400 000 pour le candidat démocrate-socialiste Ledru-Rollin, moins de 40 000 pour le candidat révolutionnaire et emprisonné Raspail).

Le 9 novembre 1848, le roi de Prusse dissout l'Assemblée constituante. Le roi proclame le 28 mars 1849 une constitution qui préserve son pouvoir. Une fois encore, les députés de gauche de l'Assemblée de Francfort sont proprement incapables de relever la tête et d'affronter l'ennemi.

Schwarzenberg, le ministre-président de l'Autriche désigné en novembre 1848, refuse que l'Assemblée de Francfort étende son autorité aux provinces allemandes de l'empire d'Autriche pour constituer un État national allemand. Début 1849, il dissout le Reichstag autrichien. Les monarques de Prusse et d'Autriche sont débarrassés du contrôle parlementaire. Ils peuvent concentrer leurs efforts contre les petits États allemands, les petits États italiens et la Hongrie. Après la proclamation de la République hongroise, le 14 avril 1849, par le général Kossuth, Schwarzenberg demande l'aide de la Russie. Le tsar Nicolas Ier s'emploie avec constance à réprimer toutes les révolutions (moldave, valaque et hongroise) aux frontières de son empire. De son côté, la gauche du parlement de Francfort, à force de reculades, en vient à accepter une constitution impériale sur un territoire rabougri. Marx et Engels, tout en refusant encore de reconstruire la Ligue des communistes, changent d'orientation.



Octobre 1848, Vienne, la monarchie écrase l'insurrection

> *La perspective du passage de la bourgeoisie à la contre-révolution et du rôle croissant du prolétariat explique plusieurs actes de Marx dans les premiers mois de 1849. Le 5 janvier 1849, parait le premier article de Marx dans la « Neue Rheinische Zeitung » dénonçant les conditions d'exploitation du prolétariat allemand… Entre le 5 et le 11 avril, le journal édite « Travail salarié et capital », basé sur des conférences données par Marx à Bruxelles en 1847… En mars, Marx et son groupe renoncent à leurs postes dirigeants dans le parti démocrate et se consacrent à unifier les associations ouvrières.* (Claudín, *Marx, Engels et la Révolution de 1848*, 1975)

En avril 1849, Hohenzollern (Frédéric-Guillaume IV) refuse d'être désigné empereur de toute l'Allemagne par l'Assemblée de Francfort. La répression du mouvement démocratique s'étend. Le 22 mai, la *Neue Rheinische Zeitung* est fermée par les autorités. L'affrontement inévitable éclate entre l'assemblée et les monarchies de la Prusse, de la Bavière, de la Saxe, etc. En mai 1849, Engels, qui est poursuivi par la justice, rejoint la milice démocratique d'Edelberg, dont la bourgeoisie préfère capituler devant l'armée prussienne. Une partie des travailleurs est prête à s'armer pour affronter la réaction, se débarrasser des chaines féodales et conquérir la démocratie. Plusieurs insurrections victorieuses à Dresde, Bade, Wurtemberg… le montrent.

La bourgeoisie allemande, au lieu de prendre fait et cause pour l'insurrection, de reprendre l'offensive en s'appuyant sur le peuple et déclarer hors la loi princes et ministres, fait exactement le contraire, abandonnant les insurgés à leur sort face aux armées de la réaction. Engels participe aux combats de l'armée révolutionnaire sous les ordres de Willich, un ancien officier prussien devenu communiste. Réfugiée à Stuttgart, puis à Bade, l'Assemblée nationale finit par capituler à Rastatt, le 23 juillet. La bourgeoisie libérale et la petite-bourgeoisie sont moins défaites par suite des circonstances adverses que par leur couardise dans les moments décisifs.

1850 : la Ligue pour la « révolution en permanence »

Le capitalisme va se développer en Europe plus lentement qu'aux États-Unis à cause de la survivance de nombreuses barrières féodales et du morcellement du continent qui débouchera sur la 1re Guerre mondiale en 1914. Mais il poursuit inéluctablement son chemin : à la fin du siècle, l'Allemagne unifiée dépassera la Grande-Bretagne et même la Russie deviendra capitaliste.

Dans l'immédiat, le mouvement ouvrier recule considérablement sous l'effet de la contre-révolution. Mais, théoriquement et stratégiquement, son aile communiste progresse considérablement à travers l'expérience de la lutte des classes et son implication dans la révolution allemande.

De nombreux protagonistes de la révolution européenne se réfugient en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. La Ligue des communistes a été reconstituée fin 1848 par Moll qui tombe durant la guerre de Bade en juillet 1849. Engels, Marx, Schapper, Willich… rejoignent son comité central à Londres. Ledru-Rollin, Blanc, Mazzini, Kossuth, Ruge, Kinkel, Goegg, etc., font

des plans sur la révolution qui continuerait, proclament toutes sortes de gouvernements provisoires en exil.

Pour sa part, Marx met sur pied en décembre 1849 une revue théorique. La *Neue Rheinische Zeitung-Politisch-ökonomische Revue* (*Nouvelle gazette rhénane, revue d'économie politique*) publie *Les Luttes de classes en France* (Marx, 1849-1850), *La Campagne constitutionnelle en Allemagne* (Engels, 1850), *La Guerre des paysans en Allemagne en 1525* (Engels, 1850), *Révélations sur le procès des communistes à Cologne* (Marx, 1852).

En outre, pour la revue américaine de langue allemande *Die Revolution,* Marx écrit *Le 18 Brumaire de L. Bonaparte* (1851) ; pour le quotidien *New York Tribune*, Engels rédige *Révolution et contre-révolution en Allemagne* (1851-1852). Tout en venant en aide aux réfugiés à travers l'Association ouvrière culturelle allemande de Londres (GWEA), la LC tente de regrouper l'avant-garde en fondant au printemps 1850, avec les blanquistes et des chartistes, la Société universelle des communistes révolutionnaires.

> *Le but de l'association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature du prolétariat en maintenant la révolution en permanence jusqu'à la réalisation du communisme, qui doit être la dernière forme de constitution de la famille humaine.* (SUCR, *Statuts*, avril 1850)

En France, la démocratie est à reconquérir, mais le prolétariat s'est déjà confronté à la bourgeoisie en juin et il ne peut la battre qu'en alliance avec la petite-bourgeoisie urbaine et la paysannerie.

> *La nouvelle révolution française sera obligée de quitter aussitôt le terrain national et de conquérir le terrain européen, le seul où pourra l'emporter la révolution sociale du XIXe siècle.* (Marx, *Les Luttes de classe en France*, janvier 1850)

En Allemagne, la démocratie reste à conquérir, mais le rôle de la classe ouvrière est affirmé plus précisément. En mars 1850, le comité central de la LC adopte une circulaire (ou adresse) et envoie un émissaire en Allemagne. La consigne est de préserver l'indépendance du prolétariat envers la bourgeoisie libérale et la petite bourgeoisie démocratique. Les travailleurs doivent construire leurs propres organisations, approfondir et étendre le processus révolutionnaire, s'armer.

> *Les ouvriers, et surtout la Ligue, doivent travailler à constituer, à côté des démocrates officiels, une organisation distincte, secrète et publique du parti ouvrier… Il importe surtout que les ouvriers, pendant le conflit et immédiatement après le combat, réagissent autant que faire se peut contre l'apaisement préconisé par les bourgeois et forcent les démocrates à mettre à exécution leurs présentes phrases terroristes… Mais, pour pouvoir affronter de façon énergique et menaçante ce parti dont la trahison envers les ouvriers commencera dès la première heure de la victoire, il faut que les ouvriers soient armés et bien organisés.* (LC, *Adresse*, mars 1850)

La nouvelle stratégie de la LC jouera un grand rôle dans la formation du POSDR en Russie en 1902-1903 (Lénine et la fraction bolchevik lui resteront fidèles, à l'encontre de Plekhanov, de Martov et des mencheviks). Mais la LC souffre du reflux du mouvement ouvrier : elle subit la répression et se divise en septembre 1850 sur les perspectives. Le comité central se partage, une majorité de 6 contre 4.

> *La Ligue subit une grave scission en 1850. Le conflit surgit à cause de la conclusion à laquelle parviennent Marx et Engels lors de l'été de 1850… c'est-à-dire qu'il ne faut pas espérer dans l'immédiat une nouvelle explosion révolutionnaire… La nouvelle appréciation de Marx et Engels est considérée comme une « hérésie » par de nombreux membres de la Ligue, à commencer par 4 membres du comité central… La Ligue des communistes se fracture en deux qui gardent le même nom. Celle de Willich-Schapper regroupe la quasi-totalité des branches de l'émigration (Londres, Paris, Suisse). Celle de Marx et Engels a l'appui de la majorité des membres et sections en Allemagne.* (Claudín, *Marx, Engels et la Révolution de 1848,* 1975)

En mai 1851, la police prussienne arrête de nombreux responsables de la LC et invente, à l'instigation du roi lui-même, un complot au moyen de sévices, de chantages, de faux documents et d'agents provocateurs. Finalement, 7 militants sont condamnés de 3 à 6 années de prison le 10 novembre 1852. La fraction majoritaire de la LC, après avoir aidé à monter les dossiers de la défense, organisé la solidarité avec les inculpés et leurs familles, démonte minutieusement la machination (Engels, *Le Procès récent à Cologne,* 29 novembre 1852 ; Marx, *Révélations sur le procès des communistes à Cologne,* 2 décembre).

En novembre 1852, Marx dissout la LC et se consacre surtout à la théorie économique. Il s'efforce aussi de gagner sa vie avec ses publications (articles et livres). Pour autant, il entretient un réseau politique international avec ses anciens camarades et de nouvelles recrues.

> *Les perspectives de notre parti sont bien plus favorables… Nous avons grossi, nous pouvons compter sur une nouvelle génération en Allemagne… Le parti Marx travaille bien…* (Engels, *Lettre à Weydemeyer*, 12 avril 1853)

Ce noyau se révèle fort utile quand le mouvement ouvrier se reconstitue et crée l'Association internationale des travailleurs (la 1re Internationale) en 1864.

4 mai 2018

Migrants : ouverture des frontières !



Poussés par la guerre commerciale mondiale naissante, Trump, May, Xi, Poutine et les chefs des puissances européennes, soi-disant unies dans l'UE, redoublent de lois et de mesures pour interdire aux migrants d'entrer sur leur territoire. Le nouveau gouvernement ultranationaliste italien (M5I-Ligue) et son ministre de l'Intérieur Salvini ont repoussé, le 11 juin, l'*Aquarius* de l'ONG SOS-Méditerranée qui sauvait 639 personnes venues de Libye. Le bateau, non accueilli par Macron en France, a finalement trouvé refuge à Valence le 17 juin, en Espagne.

Si dans cette situation, l'accueil du bateau en Espagne est apparu comme une délivrance, en réalité, le nouveau Premier ministre espagnol, Pédro Sanchez (PSOE), a simplement confirmé que les migrants auraient un mois et demi pour se préparer à subir la loi anti-immigrés. Celle-ci autorise la police à repousser les bateaux de migrants (notamment venant du Maroc) et les migrants dans les enclaves espagnoles du Maroc (Ceuta et Menilla), à envoyer en centre de rétention durant 60 jours tous les sans-papiers avant de les expulser. La loi de Extranjería PP-PSOE -CiU n'a rien à envier à celle de Macron dite « Asile et immigration » adoptée en février 2018 qui allonge aussi les délais de prison, réduit tous les recours et les droits des migrants menacés de prison s'ils utilisent des faux papiers.

Les migrants de l'*Aquarius*, en France et en Espagne, n'auront pas le droit de vivre décemment en Europe tout comme les 2,4 millions de demandeurs d'asile depuis 2015, parfois expulsés et le plus souvent sans-papiers, qui représentent moins de 1 % de la population européenne. Plus de 3 700 migrants sont morts en Méditerranée en 2017.

Puissance dominante en Europe, l'Allemagne capitaliste projette de renvoyer les migrants vers les pays d'arrivée après avoir accueilli plus d'un million de travailleurs et travailleuses depuis 2015. Poussé par la vague nationaliste représentée par le parti fascisant AfD, le gouvernement CDU-SPD dirigé par Merkel compte appliquer sévèrement la reconduite aux frontières de l'UE tout en orientant vers les emplois durs et précaires les migrants arrivés depuis 2015. Car, comme le montrent les gouvernements d'Autriche, de Hongrie, de Pologne, de Slovénie, de Slovaquie, de République tchèque, de Serbie, le marché du travail européen peut se passer de cette force de travail.

Des murs sont érigés pour repousser les migrants, des lois condamnent ceux qui les aident. Non seulement le capitalisme pousse dans chaque pays une partie de la classe ouvrière et de la jeunesse dans une misère croissante, mais il désigne les migrants comme des boucs émissaires ! Il existe déjà des accords anti-migrants avec le dictateur Erdoğan et le Premier ministre Tsipras (Syriza) pour les laisser croupir en Turquie (3,9 millions) et sur les îles grecques. Depuis 2017, le gouvernement italien aide les garde-côtes libyens et l'UE a fournir des bateaux militaires à la Libye pour bloquer l'arrivée des travailleurs et jeunes qui y subissent travail forcé et viols.

Partout dans le monde, les États utilisent leur police et leur justice contre les immigrés qui fuient la misère et la guerre que les grandes puissances impérialistes (Chine, États-Unis, Russie, France, Allemagne, Espagne, Italie, Grande-Bretagne...) ont imposées à des régions entières du globe. De même que la loi Collomb française rend possible l'enfermement des enfants, Trump assume séparer les enfants et les parents de migrants venus du Mexique pour renvoyer les adultes, même s'il a dû reculer devant le tollé qu'il a déclenché. Mais les millions de latino-américains risquent leur vie à la frontière mexicaine pour ne plus mourir de misère. Chaque bourgeoisie utilise le nationalisme et la xénophobie pour diviser la classe ouvrière et désigner les étrangers comme les coupables du marasme économique produit par le capital. Encore récemment le Premier ministre hongrois Orban a fait voter une loi condamnant à la prison les militants aidant des migrants. En Autriche, le premier ministre Kurz a annoncé qu'un « *axe des volontaires dans la lutte contre l'immigration illégale* » pourrait voir le jour avec l'Allemagne et l'Italie. En Italie, Salvini appelle à nettoyer le pays *« rue par rue »* de ses migrants illégaux.

Ces grandes puissances, tout en repoussant les travailleurs immigrés, sont en première ligne pour défendre leurs parts de marché et leurs grandes entreprises. Pour le profit de leurs actionnaires, leurs police et armée interviennent contre les grèves et les luttes anticapitalistes. Les grands groupes capitalistes et leurs États respectifs font exactement la même chose dans les pays dominés pour surexploiter les masses tout en délégant à des hommes de main la sécurité du pays. Si tel ou tel président ou ministre ne fait plus l'affaire, l'intervention militaire peut être envisagée comme en Irak, en Afghanistan, en Centrafrique ou en Côte d'Ivoire.

Face à la vague répressive envers les migrants en Europe et ailleurs, la responsabilité du mouvement ouvrier (partis et syndicats) n'est pas de cautionner les politiques réactionnaires de fermeture des frontières et d'expulsions mais de lutter pour l'unité de la classe ouvrière, avec ou sans papiers, migrante ou non. Cela nécessite, pour défendre le droit de tous les migrants, qu'ils soient réfugiés économiques ou politiques, à se déplacer et s'installer, avec les mêmes droits que les travailleurs locaux, d'exiger que le mouvement ouvrier déclare la guerre au nationalisme, au fascisme et à la xénophobie comme l'a fait en son temps le *Manifeste du parti communiste* : prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Dans chaque pays, une telle lutte exigera les mêmes droits pour toutes et tous, nécessitera de poser la question d'un pouvoir ouvrier, seul capable de garantir le développement économique au service de la population, l'ouverture des frontières, le droit d'installation et de circulation pour tous au sein des États-Unis socialistes d'Europe.

22 juin 2018
CoReP & IKC / État espagnol